

Transnational Associations

The review of the Union of International Associations



4/97

Démocratie
et mondialisation

Asian NGOs' war
on want

Revue bimestrielle
juillet - août 97
Bureau de dépôt Bruxelles X

Associations transnationales

La revue de l'Union des associations internationales

Transnational Associations

Associations transnationales

Transnational Associations is a unique bilingual journal whose aim is to deal with major current problems within the perspective of international nongovernmental organizations. It is intended to provide a forum for authoritative information and independent reflection on the increasing role played by these organizations in the international system, and on its philosophical, political, economic or cultural implications.

The approach is intrinsically interdisciplinary, and calls for both specialist expertise and practitioner experience in transnational association matters. *Transnational Associations* provides background information about the actions and achievements of international associations, and insight into their interrelations with intergovernmental organizations. It covers a wide range of topics, among which social organization, humanitarian law, scientific cooperation, language and culture, economic development, to cite just a few.

The programme of the review, in accordance with the principles of the IUA, clarifies general awareness concerning the association phenomenon within the framework of international relations and, in particular, informs associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them. Contributors to the journal review include association officers, research workers and specialists of association questions who engage only themselves.

Founded in Brussels in 1907 as the Central Office of International Associations, the IUA became a federation under the present name in 1910 at the 1st World Congress of International Associations. Activities were closely associated with the Institut international de bibliographie, which later became the International Federation for Documentation. Its work contributed to the creation of the League of Nations and the International Institute of Intellectual Cooperation (the predecessor of UNESCO). During the 1920s, the IUA created an International University, the first of its kind.

The IUA has consultative relations with UNESCO, UN/ECOSOC, and ILO. It collaborates with FAO, the Council of Europe, UNITAR, and the Commonwealth Science Council.

Associations transnationales est la seule revue traitant des grands problèmes contemporains dans la perspective des organisations internationales non gouvernementales. Elle se propose d'apporter des éléments d'information provenant des sources les plus autorisées, propres à susciter une réflexion indépendante sur l'affirmation du rôle joué par ces acteurs dans le système international et sur les aspects philosophiques, politiques, sociaux et culturels de cette évolution.

La visée adoptée est essentiellement interdisciplinaire et fait appel au savoir comme à la pratique des spécialistes du champ d'action des associations transnationales. Les documents, articles et études publiés par Associations transnationales traitent également des liens établis entre celles-ci et les organisations intergouvernementales. Les domaines couverts s'étendent aux problèmes de société, au droit humanitaire, à la coopération scientifique, aux questions linguistiques et culturelles, au développement économique ou à tout phénomène affectant la vie de ces associations.

Le programme de la revue, conformément aux buts de l'UAI, vise à éclairer l'opinion sur la signification de la dimension associative des relations internationales, notamment en informant les associations au sujet des questions qui relèvent de leurs domaines ou affectent leurs intérêts communs. Les textes des auteurs publiés par la revue (dirigeants d'associations, chercheurs et spécialistes des questions associatives) n'engagent que leur opinion.

L'UAI a été créée officiellement en 1910 à Bruxelles au cours du premier congrès mondial des associations internationales. Ses fondateurs, le Sénateur Henri La Fontaine, prix Nobel de la Paix 1913 et Paul Oulet, Secrétaire général de l'Institut international de bibliographie, avaient mis sur pied en 1907 l'«Office central des institutions internationales» auquel l'UAI succéda sous la forme de fédération. En 1914, elle regroupait 230 organisations, soit un peu plus de la moitié de celles qui existaient à l'époque. L'UAI devint incarner, dans l'esprit de ses fondateurs, les aspirations internationalistes et les idéaux de paix qui animaient les associations et qui allaient aboutir en 1920 à la création de la Société des Nations.

L'UAI a obtenu le statut consultatif auprès de l'ECOSOC, de l'UNESCO et de l'OIT. Elle collabore avec l'UNITAR, la FAO et le Conseil de l'Europe. Elle entretient des relations générales et ponctuelles avec les organisations régionales.

Prise dans la violence de la globalisation, la démocratie à l'épreuve des étrangers
par Marie-Claire Caloz-Tschopp
Page 184

NGOs facing democracy and globalization: the challenges in Latin America
by Eduardo Gudynas
Page 199

Asian NGO initiatives in addressing hunger and poverty
ANGOC
Page 205

L'Europe des représentants du personnel et de leurs attributions économiques
(2e partie)
Page 223

Les différents types d'organisations internationales : statistiques 1997
Page 233

Association News
Vie associative
Page 234

Prise dans la violence de la globalisation, la démocratie à l'épreuve des étrangers

par Marie-Claire CALOZ-TSCHOPP*

Il est question de la démocratie à l'épreuve des étrangers prise dans le contexte socio-historique de la violence de la globalisation, à propos de la détention des étrangers sans papiers en Europe. Le processus observé est visible dans d'autres domaines de la vie en société (par exemple, aide humanitaire, écologie, travail et chômage): atteinte du lien social, mise en cause de la place d'être humains dans la société et le monde. La privation de liberté est l'étape la plus aiguë de la chaîne de mesures répressives. Pour en imaginer les enjeux l'auteur met en rapport la détention, les atteintes aux droits et la démocratie comme régime, projet matériel et imaginaire. Elle dégage tout d'abord la signification politique quant à la nature de la démocratie: le processus de privation des droits dans lequel s'inscrit la détention désigne le passage d'une démocratie libérale, étatique et nationale à une démocratie sécuritaire. Elle en dégage ensuite le sens philosophique et politique. Elle nous met au défi d'imaginer une transformation de régime politique que l'on pourrait considérer aussi en terme d'émergence d'une nouvelle étape d'une civilisation de violence dans le cadre de la globalisation. En regardant au-delà de l'effritement des droits, de l'injustice, en retournant la peur, en étant attentifs aux faits matériels autant qu'à l'imaginaire social, nous sommes appelés à entrevoir l'imprévisible, contenir la catastrophe, renverser l'injustice, défendre le lien social et une place pour chacun dans la société et le monde: en d'autres termes, le droit à la vie et les droits politiques et sociaux. Imaginer l'horreur pour penser et construire une alternative humaine et politique, une civilisation de paix.

Introduction

L'objet, une hypothèse et ses enjeux

La démocratie (régime, projet, imaginaire) est aux prises avec la violence de la globalisation, du progrès, du profit illimités alors que s'accumulent ce qui est décrit en termes «d'horreurs», de «catastrophes» écologiques, humanitaires, technologiques, économiques, politiques, ou encore «d'enrênement de l'histoire» selon les mots du poète Yves Bonnefoy. Une accumulation de faits y conduit. On pense, par exemple, à la Solution finale, à Hiroshima, à Tchernobyl, à Bopal, à Seveso, à la pollution du lac Baïkal, à l'effritement de la société salariale avec ses surnuméraires, aux attaques de camps de réfugiés dans la région des grands lacs en Afrique. La liste n'est pas exhaustive. Dans un tel contexte socio-historique, la démocratie vit à l'épreuve des étrangers. Confrontée à une nouvelle étape de violence dans la globalisation, elle se (dé)construit en tant que régime, projet et imaginaire.

Avec la colonisation et l'Etat-nation, les tenants de la démocratie moderne ont tout d'abord constitué l'Autre en tant qu'étranger ou «non national» (Sayad, 1991). A cette catégorie discriminative s'enchaînent les formes

politiques et sociales de privation des droits: l'oeuvre aujourd'hui dans les politiques d'immigration et d'asile et dont la détention n'est que le bout de la chaîne le plus inquiétant. En ce qui concerne les étrangers, le cadre de l'Etat-nation rend impossible l'effectivité de la démocratie, même libérale comme l'a aussi bien expliqué Lockak (1985). En faire la critique est une vue d'une alternative politique impliquerait de penser à la *dénationalisation* et à la *déterritorialisation* des droits. Ce que nous ne pouvons faire ici (Caloz-Tschopp, 1996a).

Après avoir été constatée dans certains pays du "sud", la tendance à éliminer des millions de personnel de l'appartenance politique et des droits, prend aujourd'hui en Europe et dans l'hémisphère nord, la forme de la dissuasion, du contrôle, de la fixation des populations de la fermeture illusoire des frontières et de l'incarcération. La répression par l'emprisonnement est l'étape la plus aiguë (avec une acuité particulière aujourd'hui en Angleterre, en Autriche et dans certains pays d'Europe de l'est). Elle n'est pas une mesure isolée. Elle fait partie d'un processus, d'une cascade de mesures. Tout en se réclamant des droits de l'homme, les Etats jettent des millions de personnel - y compris des enfants - dans une zone d'infra-droit, non-droit, derrière les barreaux ou dans la cla-

* Philosophe, docteur en Sciences politiques, Université de Genève, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, 9 route de Drize, CD-1227 Carouge-Genève
e-mail: caloz@fapse.unige.ch,
Coordnatrice du groupe "Violence et droit d'asile en Europe" de l'Association européenne des instituts de recherche et formation en matière de développement (AEDI).

éminence, ou en les confinant dans certaines zones.

En matière d'étrangers, nous désirons aborder ici la détention des étrangers sans papiers. Sur le terrain du droit d'asile, la détention est étrangère aux notions de persécution, de protection concernées par le droit d'asile. Elle mer en cause, nous disent les juristes, les droits constitutionnels en portent atteinte à la sécurité humaine des personnes concernées, à la liberté et à l'égalité. En clair elle porte une atteinte plus grave à l'Etat de droit. Elle s'inscrit dans le droit fil des politiques de dissuasion instaurées dans les années 80 depuis l'Allemagne en Europe, de l'institutionnalisation des refus de statut de protection, de refoulement et de retour forcé. Le modèle de dissuasion - en contradiction flagrante avec l'esprit de la Convention de 1951 du HCR - s'est concrétisé par des mesures bien connues: faiblesse des mesures pour les femmes et des déserteurs, liste de pays sûrs, visas, amendes aux compagnies aériennes transportant des personnes sans visa, création de centres d'enregistrement aux frontières, de camps d'hébergement à l'arrivée, suppression de droits aux requérants (libre circulation, travail, assistance, cours de langue, regroupement familial, etc.), remplacement d'un statut permanent de réfugié par un statut de protection temporaire laissant les requérants dans un statut non défini, «en attente» (Jackson, 1995). Ces mesures mettent en cause aussi le principe de non refoulement et les clauses de cessation du statut de réfugié. Ils sont en opposition avec les exigences d'une politique d'admission, d'intégration (travail, éducation, santé, logement, etc.) soucieuse de justice c'est-à-dire de liberté, de sécurité et de non discrimination. Au-delà de ces constats qu'est-ce qui est en jeu?

Notre objectif est à la fois ambitieux et limité. Nous prenons la liberté de nous poser un défi dans le travail de pensée. En partant des faits, ne pas en rester à la description scientifique, mais imaginer ce qui a lieu et l'avenir, au-delà de ce qui est visible immédiatement. Pour pouvoir commencer à penser le sens des faits observés. En allant, en quelque sorte, au-delà des catégories classiques de la pensée et de l'action. Et à cette fin, partir de la sécurité

humaine au sens le plus radical: le droit pour les êtres humains à la vie, à une place dans le monde et donc à l'action et à l'appartenance politique. Nous nous proposons ainsi de considérer la chaîne de mesures dans laquelle s'inscrit la détention, comme un élément signifiant du processus de transformations du politique et de «l'imaginaire social» (Castoriadis, 1985). Nous posons l'hypothèse, qu'elle n'est pas seulement «une autre forme de gouvernement» impliquant un changement de l'art de gouverner où la police est en extension et où elle s'organise en réseaux (Bigo, 1996) avec le dispositif Schengen. Ce qui est visible dans une série de faits et que résume bien la formule d'un chercheur: «la police remplace le politique» (Busch, 1994), peut être nommé en terme d'un passage d'une démocratie libérale à une démocratie sécuritaire. La violence de la globalisation mérite aussi d'être envisagé à un niveau philosophique et politique plus fondamental. Dans une telle perspective, la détention serait un des multiples signifiants de changement de régime politique.

Que signifie changement de régime politique? Nous posons l'hypothèse que l'archipel des polices, avec ses formes de sécurité et de contrôle social, annonce autre chose: un changement non seulement de nature de la démocratie, mais de régime politique. L'émergence d'un régime politique nouveau et imprévisible serait lié à l'organisation politique articulée à une représentation de la vie, de la survie du genre humain et de la nature qui contient l'exclusion d'êtres humains, de sociétés transformés en déchets non intégrables (nous sommes très loin de "l'armée de réserve" de Marx) et donc... éliminables de la société, puis du monde. Peut-être faudrait-il songer à un autre exemple à propos de la fin du travail salarié et de la présence de millions d'inutiles sur la planer. Ce que V. Forrester nomme une «nouvelle civilisation» dans son essai sur «l'horreur économique» (1996). Nous pensons aussi aux constats du sociologue R. Castel (1995) sur les métamorphoses de la question sociale. Une telle nouveauté ne serait pas étrangère à l'émergence d'une nouvelle forme de violence guerrière considérant de nouveaux ennemis à contrôler, à fixer, à emprisonner, voire à éliminer. Lorsque

ous avançons cette hypothèse, nous avons en mémoire les travaux de H. Arendt sur le système totalitaire, sur "l'élimination industrielle de cadavres" et les traces subsistent dans l'époque post-totalitaire où nous vivons. Rappelons qu'elle a défini le totalitarisme comme un régime politique complètement nouveau, impensable dans les catégories de la philosophie politique classique qu'elle avait à disposition à l'époque pour évaluer un régime politique. Elle a cependant donné à voir le totalitarisme comme un mouvement de «domination totale», de «désolation», de violence illimitée instrumentalisée par la technique et détruisant tout sur son passage (les êtres humains, la nature). Elle en a dégagé ensuite le sens et les implications quant à l'action humaine, comme nous le verrons. Le changement de régime politique auquel nous pensons n'est pas un simple retour au "totalitarisme". Ce que nous avons à retenir des travaux de H. Arendt, c'est plutôt l'attention nécessaire à l'événement, à la discontinuité historique, à l'imprévisible qu'il s'agit de repérer dans les faits. En tant que fait significatif parmi d'autres, la détention ne serait plus seulement le signe d'une détérioration de la démocratie libérale, mais indiquerait une transformation plus profonde et plus insidieuse.

La philosophie pratique de Schengen (chaîne des mesures, détention et son élargissement), annonce un changement dont il nous faut comprendre le sens au regard de l'hypothèse d'une nouvelle étape d'escalade d'une civilisation de la violence dans la globalisation. Exercer le pouvoir en emprisonnant est, exercer le droit à la sécurité en tant que «droit de punir», au sens où M. Foucault utilisait ce terme dans son analyse des prisons. L'usage de la prison et l'élargissement de la détention pour des innocents est peut-être un pas vers l'exercice d'une nouvelle forme de «droit à la guerre» à l'encontre de l'immigration et d'autres secteurs de la population. Ce qui est nouveau, c'est que la détention ne touche plus que des minorités comme nous le verrons. Le droit à se mouvoir, à voyager, à résider, à l'asile, à disposer d'un emploi salarié, à étudier, à échanger des connaissances, à se mettre en relation avec d'autres, etc. sont de plus en plus souvent mis en rapport, non tant avec la vie, la sécurité, la

liberté et l'égalité, qu'avec la sécurité punitive, la guerre, la mort. Dans une telle vision négative de la sécurité, l'incarcération des étrangers succède à d'autres formes de la dissuasion punitive. On peut se demander dans quelle mesure elle annonce des formes de violence plus graves.

Nous verrons à propos de l'exemple de la détention, que le changement est risible dans son élargissement, dans sa mise en oeuvre, dans une nouvelle forme de manipulation de la peur - liée non plus seulement à la haine de l'étranger, mais à la survie des humains du «nord»-et la transformation en profondeur de l'imaginaire social. Face à la peur, la colère, l'indignation, le dégoût devant les traitements injustes, indignes appliqués à des personnel et ce qu'ils désignent, ce qui est en jeu, c'est de faire croire que la violence guerrière de tous contre tous est normale. Que l'atteinte du droit à la vie, à la sécurité, à avoir une place dans le monde pour chaque être humain est une possibilité et une réalité envisageable. Qu'elle devient la règle. Qu'un tel visage de l'inacceptable va de soi (Amati, 1989).

Notre hypothèse pose de nouvelles exigences quant au projet démocratique de création en vue d'une construction continue d'une civilisation de la paix. Les blocages au coeur de la pensée, de l'action ont un lien avec la peur de l'imprévisible. Le choix existe alors entre se figer dans le déterminisme, l'immobilisme, la fascination horrifiée face à des mesures mettant en cause des acquis historiques - la vie, l'humain, les droits sociaux dont nous découvrons la fragilité -, ou la lutte pour la liberté de penser, d'imaginer, d'agir en identifiant ses difficultés spécifiques.

L'Europe champ d'observation et la Suisse, espace de référence pour les faits

Notre champ d'observation est ici la détention, dans une chaîne de mesures d'atteinte aux droits dans l'Europe de Schengen (13 millions de personnes, y compris 6 millions de résidents durables, les étrangers non-communautaires). Notre espace de référence des faits est limité. Pour les exemples, nous nous référons en priorité à la Suisse. Nous envisa-

geons à la détention et son élargissement (empissonnement + assignation à résidence 4 interdiction de pénétrer dans les régions urbaines pour les étrangers). Un tel élargissement a permis qu'à Zurich par exemple, des étrangers en règle, soient arrêtés dans le bus et déportés dans d'autres zones rurales de Suisse. Il s'agit de prendre en compte un processus dynamique en plein développement.

Si nous partons de la Suisse, c'est que conjointement avec l'Allemagne depuis les années 80, après l'adoption d'une loi sur l'asile (1979) relativement libérale, révisée à trois reprises dans un sens restrictif depuis lors, on y a vu se développer un modèle de politique de la dissuasion, puis du refoulement institutionnalisé, avec une limitation drastique du droit d'asile et la violation répétée des droits fondamentaux dans les lois et la pratique policière et administrative. Ces faits ont été dénoncés à plusieurs reprises par des instances nationales (gouvernementales et non gouvernementales) et internationales s'alarmant de la disparition de l'Etat de droit dans ce secteur (organisations non gouvernementales suisses, Commission de gestion du Parlement suisse, ONU, Strasbourg et récemment à propos de la loi de contrainte, Tribunal fédéral à propos de la loi de détention et de plusieurs cas de détention arbitraire).

Par ailleurs, dans deux cas concrets les autorités suisses chargées du dossier de l'immigration et du droit d'asile ont même fait preuve - paradoxalement dans la mesure où elle ne fait pas partie de l'Europe - de zèle et d'innovation en proposant à l'Europe de Schengen de mesures inédites, appliquées ensuite à grande échelle (la prise systématique d'empreinte digitale des requérants, notion de «pays sûrs»).

Finalement, la Suisse est en train d'innover en matière de pensée raciste en introduisant, ce qui est appelé «le modèle des trois cercles» (Caloz-Tschopp, 1996d). On peut craindre que l'innovation soit diffusée dans l'Europe de Schengen. Le modèle de recrutement de main d'oeuvre prénommé "des trois cercles", a été rendu public dans un rapport du Conseil fédéral sur la politique à l'égard des étrangers et des réfugiés (1991). Depuis lors un autre texte du Conseil fédéral à propos du racisme - ce qui n'est pas la moindre des ironies - en fait aussi

mention (Conseil fédéral, 1992). Le CF précisait que le modèle s'inscrit dans le cadre de principes directeurs: «La sauvegarde des principes vitaux économiques et écologiques, le maintien de la paix sociale et de notre identité nationale, l'orientation des activités de l'Etat selon des principes éthiques et humanitaires ainsi que l'intégration de la Suisse dans le futur espace européen vent autant de prémisses de la politique future à l'égard des étrangers et des réfugiés, prémisses auxquels tous les intérêts particuliers devront être subordonnés» (CF, 1993: 30). Il est présenté dans le troisième chapitre concernant les objectifs et mesures "à l'égard des étrangers" (distincts de la politique d'asile). Le Conseil fédéral pose deux priorités, "l'ouverture européenne" et "maîtriser la pression migratoire croissante du Sud vers le Nord et de l'Est vers l'Ouest", ainsi que trois objectifs; u "rapport équilibré entre Suisses et étrangers" "maîtriser la pression migratoire", "conserver ses avantages en tant que place économique" (CF, 1991, 12). Pour mettre en oeuvre l'ouverture, il hiérarchise la libre circulation et le droit à l'immigration de travail depuis la libre circulation, la circulation restreinte puis interdite en direction de la Suisse (sauf rares exceptions) régie selon trois cercles, le "cercle intérieur (pays CE aujourd'hui UE et AELE), le "cercle médian" (USA, Canada, Japon, dans le futur certains pays de l'Europe centrale et de l'est) et le "cercle extérieur" ("tous les autres Etats").

En résumé, le modèle, par une politique de limitation de la libre circulation en direction de la Suisse, introduit une fracture dans la matérialité des rapports sociaux et la représentation réel. Dans la même logique de pensée que les textes fondamentaux de Schengen, il divise le réel en deux, entre un *dedans* et un *dehors*, (cercle intérieur et extérieur) en prévoyant des conditions d'accès au cercle intérieur par la libre circulation de manière sélective et hiérarchisée en fonction des besoins économiques et des choix politiques intérieurs et internationaux de la Suisse. En élaborant ainsi un outil de gestion de l'immigration, les autorités responsables ont construit un outil d'intervention matériel et une frontière dans imaginaire de la division économique et politique du monde. Les travailleurs immigrants, les réfu-

(1) Nous avons montré à propos des textes de base de l'Europe de Schengen comment se mettait en place dans la pensée cette même logique du dedans et du dehors divisant le "sud" et le "nord". Voir Caloz-Tschopp M.C. 1991.

giés, ainsi que leur pays d'origine sont de fait classés en deux zones figurant un espace "nord" et "sud", (avec une zone "médiane" de passage, de négociations).

Le modèle, avec la nouvelle forme de la détention comme nous le verrons, nous oriente aussi vers l'hypothèse de changement de régime politique. Avec le modèle, il y a la manipulation de la peur en suscitant la haine de l'étranger. Avec le nouveau racisme, la peur est manipulée par les autorités concernées, avec en terme de guerre à propos de vie et de survie d'une partie de l'humanité contre l'autre.

La dernière étape d'une telle évolution est l'adoption d'une loi sur la détention d'étrangers sans papiers. La Suisse vient d'adopter une loi à ce sujet qui intervient au moment du débat sur l'adhésion à l'Europe, la redéfinition de la politique de sécurité, du rôle de la police, de la loi d'immigration et d'asile. Le 18 mars 1994, l'Assemblée fédérale suisse a adopté la loi fédérale sur les mesures de contrainte en matière de droit des étrangers. Après l'acceptation du projet de loi par le peuple lors de la votation référendaire du 4.12.1994, les nouvelles mesures sont entrées en vigueur le 1.2.1995. La loi a introduit, entre autre et pour la première fois, la notion de détention en phase préparatoire (art. 13a LSEE) et a permis de prolonger la durée maximale de la détention en vue du refoulement (Art. 13b LSEE). Ces deux mesures visent, selon la loi, à "assurer l'exécution d'une procédure de renvoi" (détention en phase préparatoire), respectivement à "assurer l'exécution d'une décision" (détention en vue du refoulement). La détention en phase préparatoire est d'une durée maximale de 3 mois; la détention en vue d'expulsion ou de renvoi, dont la durée ne peut pas non plus excéder 3 mois, peut toutefois être prolongée de 6 autres mois au plus. La possibilité existe de détenir un étranger pendant 12 mois, dans le seul but d'assurer l'exécution de son renvoi. (Künzli, Ackermann, 1995,2).

La loi pose les bases de la détention et aussi de son élargissement². Elle permet l'emprisonnement et aussi l'assignation à résidence et l'interdiction pour les étrangers sans papiers de pénétrer dans les régions urbaines de Suisse (art. 13b LSEE). En ce sens, comme l'ont

souigné des avis de droit (Coordination ASI Suisse, 1994, Tribunal permanent des peuples, 1994), la Suisse remplit là aussi un rôle de pionnier en matière de répression, qui nous oblige nous interroger sur le sens d'une logique de prisons s'étendant à l'ensemble de l'espace social auquel Michel Foucault nous a rendu attentifs.

Remarques épistémologiques

Notre perspective de réflexion qui se situe dans le cadre de la philosophie politique, est tout d'abord de penser ces phénomènes globalement et dans le mouvement (Caloz-Tschopp, 1996). De considérer la détention dans la généralité de la matérialité de la politique. En d'autres termes, de ne pas mettre entre parenthèses la politique dans ses rapports avec la sécurité, guerre et la paix. Ce qui implique de refuser les clivages idéologiques, de ne plus dénier les conflits, mais de les voir, les identifier, les analyser, quant à leurs enjeux fondamentaux. Ici, cela pour deux raisons simples au moins:

1. quand il s'agit de place dans le monde, et droit à la vie, de sécurité, l'appartenance et la possibilité d'exercice de pouvoir d'action devient une réalité matérielle toute aussi forte que celle liée à d'autres besoins fondamentaux (alimentation, travail, éducation, etc.) dans la mesure où elle vise la paix ou d'autres termes une place dans le monde pour chaque être humain;
2. dans l'organisation écologique, économique et politique de la planète, il n'existe plus de «dedans» et de «dehors», mais des relations entre les faits sociaux dans un «*continuum*» de positions qui coexistent dans un même ensemble et se "contaminent" les unes les autres (Castel, 1995, 442). Face à la violence guerrière, l'universalité, loin d'être une catégorie philosophique abstraite - on pense Kant - est devenue une réalité matérielle de coexistence et de co-dépendance. Elle nous montre que la société est un tout dynamique et en tensions. Il faut donc penser le général non comme un *diktat* d'une rationalité abstraite, mais comme le refus de se laisser enfermer dans une particularité (vie biolo

(2) Nous remercions le juriste Ch. Tafelmacher de nous avoir rendus attentifs à ce point importante.

gique, langue, nation, culture, ethnologie (particulière) et d'ignorer l'ensemble de la matérialité des faits sociaux.

Voyons donc la démocratie, non tant en repos qu'en mouvement et en tensions. Analysons les paradoxes, les contradictions du régime et du projet démocratique moderne dans son rapport aux étrangers quand il est aux prises avec la globalisation. Depuis ce Heu que E. Balibar (1992) appelle «les frontières de la démocratie», réfléchissons aux conflits qui l'habitent à propos de la détention. Et pour ce faire, réfléchissons aux pratiques démocratiques tout en interrogeant le fait que la démocratie se légitime en terme d'utopie, d'idéal, d'état ou de résultats-

Tout en ne méconnaissant pas les nombreuses analyses juridiques, notre perspective est philosophique. La philosophie politique, une praxis parmi d'autres, s'intéresse au *koinon*, au *koinonein*, à la vie en commun, à la création jamais achevée et toujours conflictuelle de la définition, de la construction de la communauté politique - quel est son projet, qui en fait partie, qui en est exclu et selon quels critères?-, des conditions de l'organisation du pouvoir, et aussi l'analyse des modes de légitimation, en d'autres termes de l'idéologie, qu'une communauté politique se donne. De notre point de vue, elle est amenée à s'intéresser au futur, à la survie de la communauté politique, de l'humanité et du monde.

Pour tenter d'imaginer ce qui est en jeu, nous effectuons d'emblée un autre choix épistémologique quant au statut de la pensée politique (en plus de la globalité, du mouvement, de la politique), en rapport avec le défi que nous nous posons. En partant du fait, que la réalité actuelle et le futur ne sont pas pensables dans les catégories existantes, nous posons l'exigence d'un élargissement de la pensée dans la construction même de la pensée. Pour tenter d'ouvrir la pensée, de construire un processus d'interrogation, de connaissance, de vérité le plus ouvert possible, nous postulons la nécessité d'une activité de pensée politique n'opposant pas raison et imagination, raison et émotion, raison et passion, puisque ces éléments sont tous à la source des institutions et de leurs conflits.

A l'intérieur même de la philosophie, une telle tentative existe déjà sur des modes divers par exemple chez Platon, Aristote, Spinoza avec sa connaissance du troisième genre. Aujourd'hui, elle est postulée comme une nécessité, par exemple, dans les réflexions sur le statut de la rationalité de la part de chercheurs comme Meier-Seethaler (1988, 1996), Fayerabend (1979, 1996), Heller (1981), Castoriadis (1985, 1992). L'imagination radicale, à la fois individuelle et sociale - en ce sens, elle est imaginaire social - est aux deux extrémités de la connaissance et en son milieu, écrit Castoriadis. Elle nous présente le monde. Elle crée des axiomes, des postulats, des schémas fondamentaux qui sous-tendent la constitution de la connaissance. Elle fournit des hypothèses-modèles, des idées-images, écrit-il encore. Il nous faut donc intégrer l'imagination et la passion dans le travail de la pensée et de la pensée politique en particulier.

Une telle option implique que dans la construction de l'activité de pensée, d'évaluations et de jugements politiques et éthiques ne soit pas nié le rôle de l'imagination, des passions, des émotions (peur, angoisse, colère, honte, dégoût, etc.). Qu'ils soient pris en compte en tant à la fois que racines, matérialité de l'activité humaine (dans l'activité de pensée) et qu'indicateurs de conflits dont il nous faut comprendre la portée en rapport à notre hypothèse. Une telle remarque est importante en matière d'immigration, d'asile, de sécurité, où l'imagination, les émotions, les passions sont souvent mises en rapport avec la violence guerrière. Si on l'oubliait, des hommes politiques par leur pratique de manipulation (Le Pen en France, Haider en Autriche, Blocher en Suisse, par exemple) s'empresseraient de nous le rappeler.

Dès lors, dans le domaine de l'immigration, du droit d'asile, si l'on restait confiné dans une pensée logique étroite, on risquerait de passer à côté de l'imagination, de la passion et aussi de la peur bien présente et qui est indicateur important de l'évolution politique et même de civilisation, comme l'a bien montré, par exemple, H. Joñas (1979) en matière de risques technologiques. On risquerait, non seulement de ne pas voir des indicateurs importants d'évo-

tion de regime et de projet politique. Un ordinateur, qui pourrait nous fournir un inventaire, une liste des meilleurs arguments dans un débat anti-raciste, risquerait tout en étant pourtant utile de n'être pas efficace, pourquoi? L'ordinateur ne peut remplacer l'esprit humain. Il est dépourvu d'imagination et de passion, et ne peut ni dépasser les règles données, ni changer brusquement d'objet, étant attiré par ce qui n'est pas programmé. Un tel choix épistémologique pour l'activité théorique a un lien étroit avec le régime, le projet et l'imaginaire démocratique.

Le régime et le projet démocratique et la violence de la globalisation

L'origine du régime et du projet démocratique

Il nous est impossible ici de développer les soubassements théoriques du régime, projet, imaginaire démocratique en rendant compte des travaux sur la démocratie antique et moderne de Finley, Arendt, de Castoriadis, de Lefort, de Loraux par exemple, en rapport avec notre hypothèse à propos de la transformation de régime politique voire de civilisation et aux défis qu'elle pose au projet démocratique.

Nous désirons cependant indiquer brièvement le cadre et quelques problèmes. Pour une philosophie politique se souciant du pouvoir dans un mouvement conflictuel entre la domination et le pouvoir d'action, d'invention des êtres humains, que signifie la démocratie en tant que régime, projet, imaginaire? L'origine de la démocratie, dans la culture gréco-occidentale, est la Grèce ancienne entre le Ville et le Ve siècle. La démocratie s'est définie à l'origine, contre les oligarchies, comme le régime «du plus grand nombre». Quand elle se définit ainsi, elle ne se définit pas comme un état acquis, stable, mais en ses virtualités jamais accomplies, toujours à venir.

Paradoxalement, les adversaires politiques de la démocratie grecque, tant les oligarches que Platon, ont mis l'accent sur sa tendance à s'excéder, ses extravagances, ses dérives

réelles et imaginaires, en forçane le trait pour la caricaturer (chaos, médiocrité, danger de déséquilibre, d'éclatement, notamment par l'admission d'étrangers sans aucun souci de clôture. Nous y reviendrons). Mais tout en la dénaturant, ils ont mis en exergue et nous ont aidé à imaginer le climat de liberté, l'utopie, la particularité fondamentale de la démocratie, d'être le régime du plus grand nombre, jamais accompli, toujours à venir ou à disparaître (!) dans la pratique du pouvoir.

Le débat qui a vu émerger la démocratie comme régime, projet, imaginaire s'est donné, historiquement, autour de la notion *disonomia* (participación à égalité) et du *meson* (le pouvoir au centre) impliquant au coeur même de la démocratie le conflit, comme le souligne à juste titre l'historienne N. Loraux (19S6, 246). Le désir de liberté, d'égalité n'éliminent pas le fait que si le pouvoir était totalement au centre (par le partage du pouvoir, la rotation des charges, le parçage du *logos* dans un débat contradictoire et non conflictuel), qu'il était totalement partagé, ce serait un pouvoir qui n'en serait plus un. Le *meson* de la Cité, le lieu central est donc aussi celui du conflit, de la paix et de la guerre. La policie est dans et non au-delà des conflits. Elle esc dans la division, autant que dans l'union. L'idéalité de la Cité, la figure de l'utopie d'un partage du pouvoir entre égaux n'enlève pas la réalité des conflits de la vie politique (*kratos*, violence, force, dans la domination et dans l'action) qui est «une des expériences vitales de l'expérience civique» (Loraux, 1986, 251). Il devient donc primordial de travailler les zones troubles de conflit, les frontières, les silences, là où les conflits indiquent le mouvement de la démocratie, ce qui fonde la politique autant qu'il la détruit. Le lieu du rapport à l'étranger est un lieu privilégié d'évaluation.

La démocratie prisonnière de la civilisation guerrière

Le régime, le projet et l'imaginaire démocratique est prisonnière avec la nouvelle étape de la violence ou alors elle est le cadre et le projet pour construire la paix. En bref, la dém

cratie est un régime politique tragique, qui contient en lui-même la possibilité de destruction et de création. C'est un régime politique particulier qui s'auto-crée, s'auto-institue, est basé sur l'ouverture plus que sur la clôture (tant de la pensée que des frontières!). C'est un régime politique où la question de la vérité, du bien, de la justice en général «doivent rester ouvertes à jamais», (Castoriadis, 1986, 283). C'est un régime politique tragique, au sens où c'est le seul régime qui ne délègue pas l'incertitude, la fragilité, le risque à l'extérieur (à une transcendance, à une autorité, à un chef même charismatique), mais contient intrinsèquement l'infinitude, l'incertitude, le risque. Un tel mouvement peut aller autant vers la destruction que vers la création positive. Il contient donc l'exigence de l'autonomie, de la responsabilité de chaque être humain et des sociétés dans la création incessante des lois dans l'organisation politique et aussi dans *l'apromesis* (prudence), l'auto-limitation, comme le souligne encore Castoriadis.

Arendt, dans ses notes pour *Qu'est-ce que la politique?* (1996), prolonge, elle aussi, les acquis et potentialités de la démocratie antique. A notre avis, elle les prolonge en les radicalisant et en ouvrant la pensée politique à la nouveauté pour que nous puissions commencer à la penser et à agir avec plus de liberté. En bref, en contrepoint du totalitarisme, elle nous pousse à penser un nouveau régime politique en tant qu'il est une nouvelle civilisation positive. Elle écrit quant au sens de la politique: «Il existe une réponse si simple et si concluante en elle-même en ce qui concerne la question du sens de la politique que toutes les autres réponses semblent complètement superflues. Cette réponse est la suivante: le sens de la politique est la liberté» (1996, 48). Par cette affirmation, sans méconnaître l'aspect tragique de la démocratie, elle rejoint les fondements créatifs et positifs de la démocratie au sens où les Grecs du Ve siècle l'ont définie. Elle a d'ailleurs réfléchi aux droits, au rapport entre liberté et égalité à partir de Socrate et de la notion d'*isonomia* à l'origine de la démocratie grecque.

Elle définit le pouvoir politique en rapport étroit avec la liberté, la naissance et l'évé-

nement. Pour Arendt, le pouvoir démocratique, est un double mouvement. Dans sa description du système totalitaire (1972), elle montre le mouvement du pouvoir quand il est une violence de «domination totale», destruction, désolation allant jusqu'à la perte de l'appartenance au monde. Puis, après avoir décrit la banalité du mal constaté chez Eichmann, gestionnaire d'Auschwitz (1966), qui calculait mais ne pensait pas, quand elle réfléchit à la *Condition de l'homme moderne* (1983) (Human condition), elle définit le pouvoir en tant qu'il est pouvoir d'action humaine, d'initiative, de mise en mouvement infini et fragile pour construire une communauté politique en agissant et ainsi en appartenant au monde. «Agir, au sens le plus général, signifie prendre une initiative, entreprendre (comme l'indique le grec *archein*, "commencer", "guider" et éventuellement "gouverner", mettre en mouvement, ce qui est le sens original du latin *agere*) (Arendt, 1983, 233).

L'action est action de commencement, de mouvement. Elle est action plurielle dans l'espace public découvert par les Grecs et redécouvert par Kant. Elle montre encore que l'action fonde, ce qu'elle appelle «le droit d'avoir des droits», quand elle réfléchit au sort des sans Etat (Statelessness) (Caloz-Tschopp, 1996b). A l'inverse, H. Arendt a décrit avec force le système totalitaire et son processus de privation des droits ayant mené à la privation des droits jusqu'aux chambres à gaz avec la *Solution finale* et à la perte du monde (*Worldlessness*). En procédant ainsi, elle va bien au-delà, nous semble-t-il d'une réflexion sur la liberté et l'égalité comme simples valeurs théoriques ou abstraites. Elle pense la liberté et l'égalité en rapport étroit avec *la praxis*, avec le pouvoir de destruction ou alors d'action. C'est de droits (liberté, égalité) articulés à une place dans le monde, à la vie qu'il s'agit au travers de la possibilité ou des blocages à l'action humaine. Pour elle ce sont les bases d'un régime politique qui n'a rien à voir avec celui que l'on devine derrière la globalisation. C'est une alternative nouvelle au totalitarisme et à tout régime politique post-totalitaire portent des traces totalitaires (dont la démocratie sécuritaire est un exemple). Ou en d'autres termes, une nouvelle

ivilisation de la paix et non de la catastrophe guerrière, donc le projet reste à imaginer et à construire face aux défis que nous pose la globalisation.

Un des lieux du conflit démocratique: le rapport à l'étranger

Dans la démocratie de la Grèce ancienne, on sait que la servitude des uns assurait la liberté des autres. On connaît la dissymétrie entre citoyen, métèque, étranger, esclave, femme. On sait que la démocratie n'a jamais été totalement transparente à elle-même et que «la polis des citoyens ne peut exister sans la présence des étrangers» (Austin, Vidal-Naquet, 1972, 118).

Un des lieux de la division, du conflit démocratique et aussi de l'observation de l'abîme d'une civilisation guerrière dans le sens de la globalisation actuelle est la question du mouvement d'ouverture ou de clôture face à l'Autre institué comme Autre, du mode de présence instituée et autorisée pour l'étranger. Aujourd'hui, ce qui interroge, ce n'est plus seulement qu'on lui ôte de plus en plus de droits, mais que l'atteinte de ces droits permet d'imaginer qu'il y a possibilité, non seulement d'atteinte à la liberté et à l'égalité mais aussi à une place dans le monde, à la vie. Ce qu'indiqué, par exemple, la mort de personnes prises dans le système de répression (suicides en prison, morts lors de refoulements, morts lors du retour par exemple).

Le conflit autour de l'altérité, constitué de la démocratie antique l'a dépassé et déborde dans la démocratie moderne, où après avoir vu se développer un racisme naturaliste fondé sur des critères biologiques (Guillaumin, 1972), l'on voit se développer des formes de racisme nouvelles autour de la notion de culture, qui devient un critère discriminant, tout en posant une différence irréductible entre une civilisation dominante et le reste de l'humanité. Un tel argument hiérarchisant les êtres humains et les pays nous amène à la question de la maîtrise et de l'immaîtrisable au coeur du processus la globalisation, de la démocratie à l'épreuve de l'étranger. La question est au coeur de la civilisation du progrès et du profit, nous dit Arendt. Dans une civi-

lisation guerrière sous la forme de la puissance, du progrès, du profit infini, l'étranger - commet tout élément non contrôlable - dérange parce qu'il fait apparaître les limites de la globalisation, de l'infinitude démocratique non contrôlée, de l'illusion d'immortalité et la finitude humaine, la mort niées par le processus de globalisation. L'étranger rend visible le complexe de Prométhée dérobant le feu aux Dieux pour l'apporter aux hommes, condamné par le dieu suprême à être enchaîné à un roccier ou un aigle lui dévore les entrailles. L'étranger révèle surtout un Prométhée déchaîné au coeur de notre civilisation et l'imprévisible angoissant qui en découle. Plutôt que de Prométhée, c'est de Cassandre dont nous aurions besoin d'entendre pour prévenir une nouvelle guerre de Troie.

Le pouvoir d'Etat, la violence sur les corps et dans les têtes, pourquoi?

Du point de vue de la philosophie et des sciences politiques classiques, la violence est constitutive du pouvoir d'Etat, avec l'argumentation de légitimation que l'on connaît de Thomas Hobbes à Max Weber. Les prisons existent et sont surtout destinées aux classes sociales laborieuses comme nous le montrent les statistiques carcérales. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire des pays d'Europe que les étrangers sont reconduits à la frontière après avoir été emprisonnés.

Ce qui est nouveau et qui nous renvoie à notre hypothèse, en plus de la criminalisation, c'est que la violence carcérale et son élargissement à l'espace social devient une violence guerrière matérielle et symbolique, qui est en partie le fait de l'Etat et qui le dépasse (les multinationales, les mafias, la "société civile"). De la part de l'Etat, dans la détention des étrangers sans papiers, les actes d'intervention sur les corps sont matériels, mais invisibles. Ils se font dans l'ombre. Des individus sont arrêtés et pour ce faire saisis physiquement. Privés de liberté pour motifs administratifs explicites et pour motifs politiques implicites. Maltraités. Isolés. Emprisonnés. Confinés dans certains espaces. Puis refoulés physiquement, *manus militari*. Une

psychiques, fait de dictatures, se sont étendus aux situations de détention dans les pays d'Europe. Ainsi, lors du séminaire de l'ECRE à Copenhague en novembre 1995 et dont le HCR (UNHCR1995) s'est fait un écho, une psychiatre décrivait la détention de requérants d'asile comme une nouvelle forme de «torture sans violence physique». Elle expliquait que la détention durait jusqu'à cinq années et que les prisonniers montraient des symptômes décrits à propos de tortures des dictatures (Cône sud Amérique latine, Turquie, etc.). En quoi la détention serait-elle, une nouvelle forme de torture? Il n'est pas possible dans le cadre de cet article de discuter les critères classificatoires des formes de torture. Mais on peut néanmoins se demander s'il est adéquat d'en rester à ces descriptions phénoménologiques (médicales, sociales, etc.) de la détention considérée en tant que torture. De telles définitions sont primordiales pour caractériser des faits à la base de choix thérapeutiques pour les victimes. Mais d'autres interrogations s'imposent au niveau politique.

Des psychanalystes ont montré l'inscription de la violence dans la mémoire et sa transmission entre les générations dans la vie privée et publique en lien avec le débat sur l'impunité souvent tronqué (Gil, 1990, Kaës 1993, Fuget 1989, Vinar 1993). Ils inscrivent ainsi la réflexion psychique dans un cadre plus large. En réfléchissant à partir de la politique en tant que pouvoir - action ou privation du politique -, tout en reconnaissant l'importance du diagnostic et des traitements pour les victimes, nous situons la chaîne de la détention sur un autre terrain. Nous pouvons penser que la transformation psychique, non seulement des victimes, mais surtout de la population par de nouvelles formes de violence et de privation des droits - ici de la détention - accompagne une transformation de régime politique et annonce dans l'imaginaire social... une nouvelle étape.

Quand Puget (1989) parle des liens de la violence d'Etat avec le corps social, on pourrait appliquer ses constats - à un degré moindre, certes - au rapport entre nationaux et étrangers et peut-être entre nationaux. La violence d'Etat installe la peur, le silence, l'isolement.

Elle n'accorde pas d'espace à la parole. Elle coupe les contacts entre les détenus et l'ensemble de la population en installant les détenus dans une situation d'isolement phonique et visuelle. Par ailleurs, elle confine les étrangers de plus en plus hors des espaces urbains, élargissant ainsi l'espace carcéral à l'ensemble de l'espace social.

Le sens politique et philosophique de la privation des droits et de liberté

Mais la loi (suisse en l'occurrence) ne vise-t-elle que les étrangers sans papiers? La loi avait un autre but. «La loi a donné l'impression que l'Etat prenait les choses en main et cela a suffi à calmer les esprits» P. von Moos, avocat lucernois (Hebdo, 8.2.96). En clair, il s'agissait de légitimité de l'autorité gouvernementale. Une telle remarque fait penser que la loi a une autre portée pour l'ensemble de la communauté politique au moment où ont lieu des conflits à propos du démembrement de l'Etat social et un débat sur la cohésion du consensus de l'Etat politique. Il ne s'agit pas de petits délinquants, d'abus, mais d'autre chose. La loi vise à faire peur (Caloz-Tschopp M.C., 1993b), tout en indiquant une nouvelle logique guerrière. Inscrite dans la perspective de la globalisation, la loi vise à discipliner la population dans son ensemble pour qu'elle accepte sans conflit l'émergence d'une démocratie sécuritaire - privilégiant la sécurité sur la liberté - ou encore d'un «Etat social autoritaire» (TafelmacherCh, 1996) avec la déréglementation des conditions de travail, des statuts et des contrats, la baisse des salaires, la remise en cause des assurances sociales, une augmentation importante du chômage et une politique d'admission très sélective à l'intérieur des frontières de l'espace Schengen et même peut-être d'autres faits.

Tout en inscrivant avec la détention et sur le registre nouveau de la violence guerrière, en manipulant la peur, elle institutionnalise l'usage de la violence physique pour les étrangers (suppression en cascade des droits, limitation de la liberté de circulation, arrestation, détention, renvoi, mais violence sans sang, sans signe visible de sa mise en oeuvre). Après les

voir désignés, elle tente d'effacer la présence de nouveaux ennemis: des déchus fibriqués socialement puis transformés en détenus ou en exclus et parfois en disparus les inscrivant ainsi dans la catégorie des inutiles, des jetables. Une telle volonté politique se traduit, dans l'élargissement de la détention et dans la construction des nouvelles prisons avec des caractéristiques techniques liées à l'impératif d'isolement. A ce propos, racontons un fait concernant l'application de la loi de contrainte. Il s'est déroulé à Zurich. La violence se manifeste dans l'installation de l'isolement des détenus d'avec la population. Lors d'une récente manifestation à Zurich à laquelle participaient 500 jeunes venus crier «Liberté» devant les murs de la prison, ils se sont trouvés en face de 180 policiers. Par ailleurs, la prison avait été mise sous isolation phonique et visuelle complète - vitrages spéciaux, murs - pour que les détenus ne puissent plus voir et entendre les cris des manifestants.

Si pour J. Puget, les disparus liquidés physiquement sont le symbole paroxystique des dictatures latino-américaines, on pourrait penser que les étrangers en situation irrégulière soumis à la détention en Europe et dans l'hémisphère nord sont en train de devenir un des symboles dans les rapport sociaux, d'une transformation, non seulement de la démocratie libérale en démocratie sécuritaire, mais de régime politique dans le sens où Arendt réfléchissait à un tel changement. Ces personnes soumises à une violence invisible, effacés de l'espace sont de ce fait transformés en ennemis publics. Ils figurent la situation sociale, politique, dans le monde des millions d'inutiles de l'économie salariale. Par leur mode de présence imposée, ils nous donnent à imaginer que chacun peut faire partie des déchets de la nouvelle violence de la globalisation. Ce qu'elle fait à certains permet d'imaginer ce qui pourrait arriver à chacun d'entre nous.

Le mouvement de privation des droits et de la liberté pré-figure ou si l'on veut, permet à tous par les mesures imposées, à travers leur peur, d'*imaginer* d'autres changements imprévisibles, de *wir* qu'ils sont envisageables, qu'ils sont *permis*, qu'ils sont peut-être *même possibles*. Pour définir le régime totalitaire, Arendt a uti-

lisé à plusieurs reprises dans son oeuvre, le passage significatif du *tout a tu permis* à *tout est possible*. La distinction entre les deux notions, implique le passage d'une violation du droit, des normes, à un changement de régime politique, à l'instauration d'une nouvelle philosophie de la violence, d'une nouvelle vision du monde ou si l'on veut à une nouvelle étape d'une civilisation guerrière qui discrimine entre ami et ennemi (Strauss), où tout le monde est un ennemi possible et même où la destruction du genre humain (et même du monde) est envisageable.

En guise de conclusion. La question en suspens pour le projet démocratique

Le débat sur la loi de contrainte a révélé un heu de conflit relativement nouveau du système politique suisse, en tout cas par son importance. Ce lieu n'est pas spécifique à la Suisse. On le voit à l'oeuvre dans divers pays en Europe. Ces vingt dernières années un mouvement d'asile constitué de simples citoyennes et citoyens, de membres de la base des syndicats, des partis, d'organisations non gouvernementales, des églises s'est (reconstitué (En 1973, l'Action Place Gratuite (APO) avait été fondée pour les réfugiés chiliens et a développé un travail d'accueil très important) et a mené des actions dans le cadre de l'Etat de droit, de démocratie directe et de désobéissance civile (refuges, parrainage de requérants, guérilla administrative, etc.). Le conflit sur le thème du droit d'asile a été vécu sur le terrain parlementaire, référendaire et par des actions de soutien et de dénonciation juridique.

A part les mouvements d'asile et anti-racistes qui ont lancé un référendum contre la loi sur la détention, et de secteurs des Eglises très actifs dans la défense du droit d'asile, l'élément nouveau est l'entrée de nouveaux secteurs de la justice dans l'arène politique. Certains secteurs du monde juridique, tout en continuant leur analyse juridique des lois et des dispositifs dans leur cadre professionnel, ont exprimé leur inquiétude et leur désaccord sur la scène publique.

Une telle opposition contre la partie majoritaire du peuple ayant voté les mesures de contrainte, le parlement, le gouvernement exécutif, la bureaucratie, la police a existé durant le débat lors de l'instauration de la loi et surtout depuis sa mise en oeuvre progressive. Lors du débat, le projet de loi a été évalué par des juristes comme mettant en cause la libertés fondamentales (Auer, 1994). Par ailleurs, l'opportunité de l'usage de la contrainte a aussi été discutée par des juristes aux plus hautes responsabilités juridiques de l'Etat: «Dans un Etat de droit, la contrainte ne doit intervenir qu'en dernier ressort. Pas comme mesure de prévention» A. Zünd, greffier du Tribunal fédéral (Hebdo, 8.2.1996, Lausanne). Puis dès la mise en application, les dérapages ont été dénoncés. Et cela continue à se faire.

Des juristes suisses des milieux des tribunaux et du monde universitaire sont-ils plus sensibles que d'autres secteurs (notamment parlementaires, institutionnels, et aussi des votants), à l'instauration d'une démocratie sécuritaire? On peut supposer que l'attention professionnelle de juristes aux principes et aux critères de l'Etat de droit, les rendent plus conscients d'enjeux actuels de la politique quant à l'instauration d'une démocratie sécuritaire.

Éléments bibliographiques

Amati S. (1989), «Récupérer la honte», Puget J. et al., *Violence d'Etat et psychanalyse*, Paris, Dunod, 105-121.

Amnesty International (1994), *Suisse, Allégations de mauvais traitements pendant la garde à vue*, Londres, Doc. II/7

Amnesty International, section suisse (1996): *Révision totale de la loi sur l'asile*, Berne.

Arendt H. (1972), *Les origines du totalitarisme* (Tome I, II, III) et en particulier, *Le système totalitaire*, Paris, Points-poche.

- (1961, 1983), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy.

- (1963, 1966), *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, Paris, Gallimard.

- (1996), *Qu'est-ce que la politique?* Paris, Seuil.

Association pour la prévention de la torture (1995),

taire. Une telle prise de conscience est importante. Mais n'est-il pas important de la mettre en rapport avec la peur diffuse au sein de la population pour en décrypter, non tant la haine de l'étranger, le racisme et les violations de l'Etat de droit, certes importants, qu'une peur diffuse devant des changements imprévisibles présents derrière la loi de contrainte et le modèle des trois cercles? On peut penser qu'une telle orientation du questionnement aiderait à entrevoir l'imprévisible et à y réfléchir.

Une telle perspective est importante pour la citoyenneté. Elle permettrait d'imaginer de nouvelles formes de luttes anti-racistes en mettant en rapport la peur de l'étranger, la peur du chômage, la peur des catastrophes et au-delà de nouvelles manières de construire le projet démocratique en considérant la réalité matérielle de l'universalité, de la co-dépendance, du mouvement au-delà des frontières nationales érigées comme autant de nouveaux clivages. D'entrevoir que l'enjeu fondamental du projet démocratique en tant que civilisation de la paix où le droit à la vie, la sécurité sont des droits fondant tous les droits, où le lien social, la place de chacun dans la société et le monde est toujours à construire. Toujours et encore à construire.

Rapport sur les conditions de détention en Suisse, Genève.

Auer A. (1994), *La constitution fédérale, les droits de l'homme et les mesures de contrainte à l'égard des étrangers*, Université de Genève.

Auer A., Pedrazzini V. (1996), *Les conditions minimales du régime de détention des étrangers soumis aux mesures de contrainte*, Université de Genève.

Austin M., Vidal-Naquet P. (1972), *Economies et sociétés en Grèce ancienne*, Paris, A. Colin. Balibar E. (1991): *Les frontières de la démocratie*, Paris, La Découverte.

Bigo D. (1996), «Sécurité, immigration et contrôle social. L'archipel des polices», *Le Monde diplomatique*, octobre, 9.

Busch N. (1994), «Police ou politique?», Caloz-Tschopp M.C., Clévenot A., Tschopp M.-P. (éds.) (1994), *Asile - Violence - Exclusion en Europe. Histoire*

- analyse, prospective, Co-éd. Cahiers de la Section des Sciences de l'Éducation de l'Université de Genève et Groupe de Genève "Violence et droit d'asile en Europe", Genève, 391-407.
- Caloz-Tschopp M.C., Clévenot A., Tschopp M.-P. (éds.) (1994), *Asile - Violence - Exclusion en Europe, Histoire, analyse, prospective*. Co-éd. Cahiers de la Section des Sciences de l'Éducation de l'Université de Genève et Groupe de Genève "Violence et droit d'asile en Europe", Genève.
- Caloz-Tschopp M.C. (1991): «La Suisse, terre de refoulement(s)», in Masnata F. Rubattel C. (eds.), *Le pouvoir suisse 2291-1991*, Lausanne, éd. de l'Aire, 414-428, 4ème édition en cours.
- (1993): «La politique des trois cercles: un enjeu de civilisation», Coordination Asile Suisse, Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire (MODS), SOS-ASILE VAUD (1993): *Europe! Montrez patte blanche! Les nouvelles frontières du laboratoire Schengen*, Genève, CETIM, 316-352.
- (1993b): «A propos de sécurité intérieure: le rêve d'une démocratie sécuritaire et la manipulation de l'angoisse», Coordination Asile Suisse, Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire (MODS), SOS-ASILE VAUD (1993): *Europe! Montrez patte blanche! Les nouvelles frontières du laboratoire Schengen*, Genève, CETIM, 193-218.
- (1995): «Le politique et la philosophie politique de John Rawls aux prises avec la société multiculturelle», in Wicker H.-R. et al, *L'attente dans la mièze: migration, ethnicité, Etat*, Berne, Seismo, 411-426.
- (1996a): «La création de la démocratie et de l'asile par l'action politique contre le néo-libéralisme sécuritaire», in Carlier J.Y. (éd.) *L'Europe et le réfugiés*, Bruxelles, de Boeck. A paraître.
- (1996b): *Les sans Etat dans la philosophie politique de Hannah Arendt. Privation du politique, de la pensée ou appartenance et action politique*, Institut d'Études Politiques, Paris (thèse).
- (1996c): *Une philosophie du mouvement ou du pouvoir en une question. Eine politische Philosophie der Bewegung. Die Grundbedingung für Handeln*, Frauenrat, Olten. A paraître.
- Caloz-Tschopp M.C. (1996d): *A propos du "modele des trois cercles". Le racisme institutionnel et l'emprisonnement du pouvoir de penser et d'agir*. A paraître (en allemand), Widerspruch, Zurich.
- Castel R. (1995): *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.
- Castoriadis C. (1986): «*Lu polis* grecque et la création de la démocratie», *Domaines de l'homme*, Paris, Seuil, 261-307.
- (1985): *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.
- (1990): «Passion et connaissance», *Diogene*, 160, octobre-décembre, 78-96.
- Commission fédérale contre le racisme (1996): *Prise de position contre le racisme concernant le modèle des trois cercles du Conseil fédéral sur la politique suisse à l'égard des étrangers*, Berne.
- Conseil fédéral (1991): *Rapport du Conseil fédéral sur la politique à l'égard des étrangers et des réfugiés du 15 mai 1991*, Berne (no.91.036).
- (1992): Message concernant l'adhésion de la Suisse à la Convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la révision y relative du droit pénal du 2 mars 1992 (no. 92.029), Berne.
- Coordination Asile Suisse, Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire (MODS), SOS-ASILE VAUD (1993): *Europe! Montrez patte blanche! Les nouvelles frontières du laboratoire Schengen*, Genève, CETIM.
- Coordination Asile Suisse (1994): *Rapport sur les infractions imputées à la Suisse en matière d'asile pour la période 1979-1994 déposé dans le cadre de l'accusation à la séance sur le droit d'asile du Tribunal Permanent des Peuples*, Berlin, décembre 1994.
- ECRE (1995): European Seminar on Detention of Asylum Seekers, Copenhagen, 17.11.1995, Working Documents, London.
- Feyerabend P. (1975): *Contre la méthode*, Paris, Seuil (traduit de l'anglais).
- (1996): *Dialogues sur la connaissance*, Paris, Seuil (traduit de l'anglais).
- Forrester V. (1996): *L'horreur économique*, Paris, Fayard.
- Foucault M. (1975): *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- Gill D. (1990): *El terror y la tortura*, Biblioteca de psicoanálisis, Montevideo (Uruguay).
- Guillaumin C. (1972): *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Mouton, Paris.
- Haroche C. (1994): «Le gouvernement des conduites», Paris, *Magazine littéraire*. 325, 4045.
- Hazan P., Reinhartz Hazan Y. (1996): *La Suisse des bons sentiments. Voyage en terre d'asile*, Lausanne, Métropolis.
- Heller A. (1981): *Theorie der Gefühle*, Hamburg, VSA-Verlag.
- Jackson I. (1995): «Plaidoyer pour une ouverture», *Vivre Ensemble*, Genève, 54, 13-16. Jonas H. (1979): *Das Princip Verantwortung*, Frankfurt/M., Insel Verlag.
- Kaës R. et al. (1993): *Transmission de la vie psychique entre générations*, Paris, Dunod.

- älin W. (1995): *LES mesures de contrainte dans le droit des étrangers examinées sous l'aspect du droit international et du droit constitutionnel*, Université de Berne.
- Künzli J, Ackermann (1995): *Avis de droit. Sur les régimes de détention en phase préparatoire et en vue du refoulement*, OSAR, Berne.
- Lockak D. (1935): *Etrangers: de quel droit?* Paris, PUF.
- Meier-Seethaler C. (1988): *Ursprünge und Befreiungen: Eine dissidente Kulturtheorie*, Zürich, Arche Verlage AG.
- (1996): «Healing the Cleavage: Emotional Reasons Source of Universals», Berthoud G., Sitter-Liver B., *The Responsible Scholar. Ethical Considerations in the Humanities and Social Sciences*, Canton-USA, Watson Publishing International, 125-130.
- Observatoire international des prisons (1995): *La détention et le traitement des demandeurs d'asile*, Lyon.
- ONU, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1994): Communication no. 13/1993, présentée par M. Balabou Mucombo le 18 novembre 1993 à la suite de risques encourus. Doc. CAT/C/12/D/13/1993, Doc. II/31.
- (1993): Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants: Examen des rapports présentés par les Etats parties
- Puget J. et al. (1989): *Violence d'Etat et psychanalyse*, Paris, Dunod.
- Sayad A. (1991): *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck.
- Sironi F. (1992): «Les victimes de tortures et de répression: Nature, singularité et fonction du traumatisme», *Psychologie médicale*, 24,5, 459464.
- Tafelmacher Ch. (1996): *Assignment, armée, arrêtés fédéraux urgents: émergence d'un Etat social autoritaire*, Genève, éd., Groupe de Genève "Violence et droit d'asile en Europe", Genève.
- Tribunal Permanent des Peuples (1994): Sessions sur le droit d'asile en Europe. Sentence prononcée le 12.12.1994 à Berlin, Rathaus Schönberg, éd. Basso-Tribunal, Rome.
- Vinar M. et M. (1989): *Exile et torture*, Paris, Denoël.
- (1993): *Fracturas de memoria Crónicas para una memoria por venir*, Trilce, Montevideo. UNHCR, régional bureau for Europe (1995): *Detención de Asylum-Seekers in Europe*, vol. 1, no. 4, October, Geneva.
- Zünd A. (1995): *Mesures de contrainte en matière de droit des étrangers: questions de procédure et de protection juridique*, Tribunal fédéral, Berne.

NGOs facing democracy and globalization: the challenges in Latin America

by Eduardo Gudynas *

It is a common place to state that non government organizations (NGOs) play important roles both in democratization and in globalization. Many NGOs have maintained programs on the problems of democracy, while others have been the vehicles of civic movements fighting for the democratization of their governments. Also, many organizations move in the international arena, forming coalitions and networks, which seem to represent one of the symptoms of the globalization.

However, these types of manifestations express relationships and problems far more complex than are usually recognized and are seldom thoroughly analyzed. In particular, in the European countries, United States and Canada, is not uncommon to find a simplistic vision of Latin American NGOs. Thus, there is much need to explore both the limits and potentials of NGOs in the context of democracy in the region. In this paper, I briefly explore the most relevant features of this issue over the last few years in Latin America.

Democracy and NGOs

Although the concept of "non government organizations" is diffuse and multifaceted, in Latin America exists a historical bond between them and democracy. Many NGOs have had significant roles in the first line of the democratic transition of the late 70s and early 80s in different countries of the region.

During those times, NGOs of different kinds were involved in actions that favored the replacement of military governments with elected ones; some NGOs from the academic field contributed important studies, others were the expression of social movements and embarked upon actions of protest; some developed original upon works of social promotion in grassroots, etc.

A great diversity of roles developed, especially as a consequence of two particular circumstances: on the one hand, a strong citizen's effervescence of participation in the public sphere, and on the other, the financial support that those NGOs received from the North, gave them wide independence of action.

The process of democratization was success in all countries, beyond the particular features of each case. But once that process was completed, with the beginning of the 1990s the situation changed, both within the societies and within the NGOs.

These changes possess at least three facets:

- The relationship between the NGOs with the social movements modified, because important sectors of the population lost that political effervescence. That process still advanced more toward a disenchantment with the public sphere, with politics and with politicians.
- The available funds for the Latin American NGOs from agencies of the industrialized countries or from the UN system, began to decrease. This ended in a reduction in the number of NGOs, especially for those who were more professionalized, as well as in conversion toward new topics and fields of work where financial resources existed.
- Lastly, the field of NGOs started to receive a wide new range of organizations after individuals coming from unusual sectors, like politicians, businessmen and even labour unions.

This process, of which only the most relevant features are mentioned, has received very little attention, in spite of the fact that it directly impacts the capacities of NGOs and their bonds with civil society.

Civil society

There is a widespread idea of a close relationship and a correspondence between NGOs and civil society. Some authors even consider both of them as synonymous, but this occurs precisely in a moment when the concept of civil society is being enlarged in an exaggerated way. Furthermore, civil society is usually represented with the best possible attributes and the strongest capabilities. Following that vision civil society would be the repository of the most positive aspects of any nation¹.

However, if a strict approach is followed it is essential to specify what is civil society. It is

Executive director of the Latin American Center of Social Ecology (CLAES), PO Box 13125, Montevideo, Uruguay.

Results are part on a major study on sustainable development policies supported by the F. Ebert Foundation. I acknowledge Ken Cline (College of the Atlantic) for his review of the final draft.

(1) Many different definitions of civil society exist. For example, R. Dahrendorf conceives it as a creative chaos of associations that don't beg from the State, in "Ciudadanía y sociedad civil: desafíos actuales de la democracia", *Lumpen Ilustrado*, Mexico 8: 38-47, 1995; J.C. Alexander defines it like the "we" of a national community, in "Las paradojas de la sociedad civil", *Rivista Internazionale de Filosofia Política*, Barcelona, 4:73-89, 1994.

Transnational Associations, 4/1997, 199-204.

usually considered that civil society opposes the State; however, these are categories that belong to two different classifications. The State should be opposed by a non-state condition, while civil society could be opposed by the political society. Continuing that distinction, civil society corresponds to the manifestations carried out by the people in the public environment and outside the current political practices characteristic of the political parties and of the State. There is no direct correspondence between people and the political and civil societies, because one person could move from one realm to the other at different moments. That is the reason why it is a better approach to conceive civil society as a sphere of social interaction, with persons entering and leaving².

In that perspective, civil society may manifest itself in very diverse ways: from a neighborhood commissions working on a local problem, to professional organizations, and even to a group of friends. This diversity explains why in so many occasions the concept of civil society is used vaguely, as a synonym of other categories, like social movement, nation, and even society.

But like all social manifestation, civil society besides being heterogeneous is contradictory. Those who invoke it as a reference for all the good found in a society, and in particular as superior to political parties or to the State, forget what happens in reality. Although it is true that in civil society are many expressions of solidarity, fraternity and friendship, there are also other interactions, such as the armed gangs in some Latin American cities, the anonymous violence in public shows and soccer games, etc. A social fragmentation is observed in Latin America within the civil society, with the development of very strong subcultures, used to give unity and security to their members, but also in order to distance them from the "rest." A good example of this are the urban "tribes" in Buenos Aires, where the vouch gangs call themselves "nineties punks" "argentinian heavies" "hardcores," "rappers of the underdevelopment", "pampa'sskaters" etc. (in all cases using a mix of Spanish and english words)- In many districts, people move between new forms of aggression and an increase of crime, to friend-

ship and solidarity links in their work and security³.

In many cases, the NGOs that emerge from this civil society, reflects all of its contradictions. Some groups are engaged in reactive activities against specific and local problems. Their work usually ends in requests and claims against the State. Also, many manifestations are in fact the expression of a new individuality (the protest for cleaning "my" street, the green space for "my" weekend, etc.), resembling the NIMBY reaction in the US. This explains, in part, the difficulties that those groups face to build horizontal relationships between themselves.

NGOs

The NGOs are also heterogeneous, as the case with civil society. Their limits instead of being sociological, however are legal: in a strict sense, in Latin America the term NGO refers to a legal distinction, it is an institution outside of the government. The legal framework was not prepared for these new organizations, and the great majority despite their significant differences, are either "citizen associations" or "foundations," in both cases non profit. The growth of NGOs was explosive in Latin America, especially since the 70s.

As the term civil society harbors contradictory relationships, a similar situation is found among the NGOs. Since the late 80s, this trend has increased in Latin America.

In first place, the collapse of the former socialist governments in Eastern Europe affected a number of Latin american intellectuals that followed leftist views of Marxist inspiration and that worked at the NGOs. Some left the institutions, while others contributed to a revision of the theoretical background of the purpose and scope of NGOs.

In second place, the reduction of funds at the international level, has forced several organizations to close or to reduce their activities, or to change the focus of their work, moving to new fields where funding is available.

In third place, problems in the ongoing relationships between the NGOs remain or are

(2) See N. Bobbio, *Stato, governo, società. Per una teoria generale della politica*. G. Einaudi, Turin (1989), Fondo Económica Cultura, Mexico).

(3) See as example Hopen-haym M. 1994. *Ni apocalípticos ni integrados. Aventuras de la modernidad en América Latina*. Fondo Cultura Económica, Santiago de Chile,

even worse. For example, the environmental NGOs coordinate among themselves, but rarely with NGOs from other movements, such as feminists.

Lastly, there is the complex problem as a consequence of the indifference of the citizens toward collective life, which also means a retraction from NGOs. The indifference of the population for public issues will be consider in more detail below, but it is important to mention that this affects some NGOs, as their links with the grassroots are undermined.

In some cases conflicting views developed between grassroot groups and NGOs. In several Latin American countries, but especially in Chile, well known members of NGOs moved into positions in the democratic government, where they have had to support policies that were heavily criticized by the grassroot groups. These groups felt betrayed and their criticism extended to the NGOs.

In this context, in the field of the NGOs new facts are being developed, some of them parallel to the different expression within civil society.

Several NGOs became organizations more similar to a company (*managerial NGOs*). These entities sell professional services, usually as consultants (social diagnoses, agrarian plans, environmental evaluations, etc.).

Others specialize in certain activities, and they sell the execution of services (*action NGOs*). This is particularly common in social policies, where the NGOs execute the government's programs, like child's dining rooms, refuges for the children of the streets, single women's health care, as assistance to elderly homeless. Of course there are mixed cases with both the action and managerial components within one organization.

Other sectors, that remain outside the NGOs sphere during the 70s and 80s, like people coming from the traditional political parties and business confederations, started to move inside.

The first wave was the creation of NGOs linked to political parties, especially those started by former high government officials. The emergence of these *partisan NGOs*, together with the social policies action NGOs, makes

the borders between the realms of the non-government organizations and the State more uncertain.

The politics of the Multilateral Development Banks (MDB), that in the specific case from Latin America correspond to the World Bank and to the Interamerican Development Bank (IDB), further confuse the scene. As a result of the requests for popular participation those MDBs agreed to integrate the NGOs into their projects, even at the level of direct beneficiaries. But this relies on the old premise that NGOs correspond directly to civil society and that premise is no longer valid. Now, support to an NGO, in Latin America, could mean many different things, like a group of professionals without any connection with the grassroots, a group of retired politicians. Faced with the existence of that new policy of the MDBs, the governments of the region have attempted to promote their own NGOs, in close sympathy with their positions.

I am neither criticizing nor approving this type of situation, but just calling attention to their existence, because its had not received enough attention in the continent.

Weakening of politics

This complex set of NGOs, maintaining diverse relationships with a heterogeneous civil society, is developing within a general sense of indifference toward politics, in its wide sense.

It is currently said that the first symptoms of this new disenchantment with traditional political parties occurred in Peru and Venezuela around 1990-1; it increased because the instances of serious corruption (e.g. the removal president of Collor de Mello in Brazil) and maintained due to the economic uncertainty in almost all the countries. It is not a phenomenon restricted to Latin America, but also observed in Europe as well⁴.

In this process, the people lose interest in discussing collective matters, involvement in the public sphere is reduced, and they withdraw into private spaces. Free time and the personal satisfaction in consumption are becoming more important. The people are distanced from

(4) As an example, many of the european analysis have been edited in Latinamerica (e.g. the italian debate in *Modernità e politica*, *Equicela*, *individuos y gracia*", J.Tula, ed., Nueva Sociedad, Caracas, 1995; or the french Alain Touraine, 1995, "*Qué es la democracia?*", Fondo Cultura Económica, México),

the political parties, and many end up supporting "outsiders" or populist options. Other collective forms of social interactions, like the labour unions, also weaken.

Many NGOs share responsibility for this situation. Some, anchored in leftist radicalism with their continuous criticism of governments encouraged different expressions of that disenchantment. Others, with neoconservative or neoliberal perspectives, supported proposals of dismantling the State to benefit the market.

This retreat from the public debate causes participation in the "old" NGOs to diminish. The traditional NGOs, working on issues like social promotion and assistance, suffer from this situation, with a reduction of membership. Furthermore, work in an NGO, instead of being a matter of activist or vocational effort, is now just "another job".

But the public domain has not remained empty. There are new types of collective manifestations, different from those observed in the 70s and 80s, and more independent of the political parties. Many of them are the result of the new social movements, such as the environmentalist, feminist, the new indigenous movements. There are also manifestations in the collective actions against corruption (especially in Brazil), and on human rights and pacifism (in several Central American countries, Chile and Argentina).

These are expressions of a new politics, different from the traditional one, and although they stay in the public realm, they seem to exist untied to the traditional parties and the State. This is not completely new, and similar developments have been noted in Europe.

The interesting point for this article, is that these new manifestations in turn have promoted a new wave of NGOs in Latin American countries. They are less interested in their professionalization, they are less structured, some are fleeting reactions to local matters (therefore invisible at the international level), and are very reticent to work with the traditional political parties.

The Argentinian essayist Javier Franzé warns that civil society tends to adopt an ambivalent attitude, on one hand criticizing the State, leaving the idea that it should by

itself hold the government, but on the other making decisions and actions where it moves away from the State leaving the public administration in hands of the market. Civil society seems to move, in Latin America, with the illusion that the market offers the participation and control mechanisms for State policies. However, in fact, the market could not replace the State and its intrinsic mechanisms further erodes the realms for collective discussion⁵.

In these vicissitudes of civil society between the loss of public topics and the citizens' reluctance to engage in public discussion prevails a disenchantment in the public realm and thus people are turning to a new kind of privatism. Without a sustained participation in public matters, the essence of democracy (and the concept of citizenship) is being affected.

As privatization prevails, NGOs linked to the grassroots are being affected because their origin and support stem from the public spaces of society.

While in the past the grassroots NGOs were the counterbalance of the traditional politics, and with this they strengthened the political discussion, their present diminution reduces the possibilities of that debate. The other new types of NGOs, particularly the managerial and action ones, do not promote that social effervescence as long as they are functional to the State or to whom hire them. The old NGOs were like impugnators, the new ones are functional.

It is noteworthy that both those NGOs that are radical critics to the State, and those that work in silence with it, increase even more the suspicions of the social groups toward the public domain. This condition is further increased by some features of globalization, like the patterns of consumption, or the agreement of free trade and financial relationships, as they reduce the feeling of being part in decision making processes in their countries.

The strenghtening of public policies

The new roles played by NGOs in a civil society that retreats from public issues has no

(5) Franzé, J. 1994. La sociedad civil frente a la crisis de la política. *Nueva Sociedad*, Caracas, 134: 102-117.

been properly analyzed. Many NGOs are contributing to the increase in the gap between the private and public domains. Instead of doing that, the NGOs should work to reduce it.

I do not mean that the managerial or action NGOs should be eliminated or prosecuted, but instead warn that too much emphasis is being given to those kind of activities, leaving unprotected the flank of the political work, and of democracy.

Several analysts of the Latin American situation are calling attention to the need for strengthening the political foundations of public life. Some insisted that politics has priority over economic and social issues⁶, while others pointed out that the advance of market relationships could not supplant the social interactions in collective spaces⁷.

It is essential that NGOs focus on political issues, not in a strict sense related to political parties, but in its wide and diverse meaning. To reach that objective they should enter new fields. The first indispensable step is to recognize the diversity of organizations that are found under the label of NGO. Among that diversity, the organizations clearly linked to citizens' movements offers the best chance to achieve that end. One might consider it too simple to distinguish between different types of NGOs, but this is rarely done. Furthermore, this also means a revision of the present day mechanisms for funding, both by national governments and international agencies.

The second step is to maintain and strengthen those NGOs working on research with a strong bond with citizen's groups. One of the weak aspects of many new social movements is the lack of technical support and evaluation of their proposals. Particularly in Latin America, these movements are uncritically adopting proposals mainly developed by their European partners. Although that kind of comparative material is much needed, there is an urgent need of independent research groups developing new proposals adapted to the Latin American context.

The third step is to support social groups or NGOs exploring and working on politics in its wide sense, that is promoting discussion at the public realm. This will, in turn, means to

strengthen new strategies that are independent of both the State and the market.

At this level, the task is to avoid the trap of taking the shortest way, where the strengthening of public politics is reduced to working closely with the government. While that strategy may have some positive features, it is also necessary to explore other ways to rebuild politics from their social foundations. The same is true with the market, so mercantile relationships should not replace social ones.

There are many experiences on this area that should be more widely known and supported. Just to mention a few, it is important to point out the experience of the new indigenous municipalities in Bolivia, the local councils in the districts of Montevideo, participatory budgets and plans in some local governments in Brazil, and alternative agriculture and trade cooperatives in some Central America countries.

But there are many types of activities that the Latin American NGOs are still reluctant to approach. Two of them should be mentioned. One is to work between citizens groups and local and national legislatures. The links of those bodies with the grassroots are even more weak than those of the executive branches of the government. It seems that new procedures for a parliamentary approach would be very useful, both for the political and civil societies. The other field is the judiciary system. It is very common to minimize the fact that a strong democracy needs a strong, clear and enforced law system. The NGOs should develop bridges between the judiciary, as an independent branch of the State, with the capabilities to support its legal structure, and civil society.

Finally, it is necessary to explore government structures that include institutions with a mixed composition, such as a co-administration between the political society and the civil society. For example in Uruguay, CLAES has been promoting a forum in sustainable development for more than three years, with a mixed composition between politicians, labour union leaders, business managers and environmentalists with the main objective to show that dialogue among different sectors is possible and useful.

(6) Touraine, A. 1996. "Six hypothesis on Latin America", paper presented at the Montevideo Citele.

(7) Lechner, N. 1996. Las transformaciones de la Política. *Revista Mexicana de Sociología*, México, 58(1): 3-16

The challenges of globalization, instead of resolving these problems, make them more pressing. Especially, because some of the consequences of globalizations are to further increase the general disenchantment with politics -

It is necessary to acknowledge that globalization has many facets. In Latin America some of them are forgotten, while the focus is on new products for consumption and communications options. But globalization is more than buying the same biscuits that are sold in Denmark or enjoying a US computer linked to the Internet. Large sectors of the population actually face the promise and aspiration to a level of consumption that is unlikely they will ever reach. Furthermore, they will probably reach a distorted consumption, where a youth from the slums will lose his savings to buy a sport footwear in fashion. This explains the social crisis in Latin America, an issue beyond the scope of this paper. In any event, it should be kept in mind that on the continent, about the 40% of the population is under poverty conditions. For this reason, almost half of population in the continent does not count as "consumers" in a market society.

The NGOs, especially those that maintain their bonds with the grassroots, should face

these problems with more energy, and in turn the international agencies should recognize the importance of that work.

Globalization should also be politicized. This means to remove it from an economic reductionism and deconstruct all its components, such as consumption patterns, communication options, the role of transnational fashion, world finance, as well as the reactions of people (e.g. nationalism, fundamentalism, etc.). In the face of challenges of that breadth, it is essential to collectively discuss the objectives for our societies, and how to reach them, which features should be protected from globalization, and which should be included.

This kind of effort should not be in the hand of a small group of people. It is also too much for a government. Is a challenge for an entire society. But this kind of discussion at the social level is only possible if a collective political space is available and strong enough to give sound answers.

The NGOs of Latin America, as well as their partners in the industrialized countries should contribute to an articulation of political society and civil society, and the State with the non-state spheres⁸. Being either a consultative enterprise or a radical protest organization, put them outside this discussion. Perhaps we need to find new ways to express the old commitment with the people.

(8) Keane, J. 1988. *Democracy and civil society*. (Democracia y sociedad civil, 1992, Alianza, Madrid).

Asian NGO initiatives in addressing hunger and poverty *

ANGOC

Introduction

Asia is home to roughly 72% or 800 million of the estimated 1.1 billion poor people in the world. India alone houses 40% of the world's poor with 430 million people living in absolute poverty. In Bangladesh, 60% of the 114 million population (1991) live below the poverty line; 60 per cent of households are landless; and 94 per cent of children are malnourished. In The Philippines, the daily minimum wage is half the daily cost of living. More than 45 million Filipinos, 70 per cent of the total population, are poor. About two-thirds of the world's poor live in rural areas.

The varied conditions under which the vast majority of Asia's population live in poverty and deprivation has been the focus of various development actions over the decades. In most Asian countries, government initiatives to alleviate poverty, especially in rural areas, revolve around:

1. the trickle-down effect of economic development;
2. purely macroeconomic policies;
3. area-specific programmes; and
4. household-oriented programmes.

The assumption is that economic development alone will have a major impact on poverty. In several countries, a variety of macroeconomic policies affecting credit, land, marketing, and trade have been enunciated. Area-specific strategies, on the one hand, are aimed at uplifting the general economy and infrastructure in a given area in the form of employment schemes. While household-oriented programmes, on the other, identify yardsticks for families through designs such as capital subsidy and institutional capability. Ultimately, the impact of these initiatives depends on the government's ability and political will to create and implement the necessary legislation. Programme success depends as well on the organised participation of communities, particularly the poor.

This is where *the fundamental social dilemma of poverty alleviation lies: while governments have the resources to undertake development, their nature as administrative bureaucracies often limits their own effectiveness and effi-*

ciency. Furthermore, the capacity, creativity and credibility of governments in dealing with conflicting social and economic interests determine whether, basically and ultimately, the priority needs of the rural underprivileged and disadvantaged will be adequately addressed.

The increasing marginalization of the poor and unabated environmental degradation have spurred the growth of Non-governmental Organizations (NGOs) in the Asian region. Faced with monolithic governments that have failed in their roles of governance, NGOs have sought to empower local communities through people-centred development. In the midst of a daunting task to transform society, NGOs are widening their scope of operation and maximising their resources, and their ventures into policy advocacy are increasingly complementing their field services to the poor.

"Self-help" promoters

In Indonesia, intermediate NGOs are more appropriately known as "self help" promoters (SHPs). They are autonomous, selfdirecting intermediary organisations that service primary groups such as village communities or people's organisations, themselves known as "self-help organisations". Under this set-up, intermediate NGOs have served to create "alternative" delivery mechanisms for goods and services.

Asian NGOs in the fight against poverty

In recent years, the basic strategies utilized for addressing poverty have undergone certain substantial changes. As NGOs in Asia grew in sophistication regarding the nature of development and the potential of their own role, there has been a tendency to pursue increasingly sophisticated and - from a policy perspective - more powerful strategies. This has involved a lengthening of their time perspectives, a broadening of their analysis of the problem, and a shift from operational towards more catalytic roles.

* Regional Paper prepared by Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC). This is the edited version of the paper read at the conference on hunger and poverty. A popular Coalition for Action, Brussels, 20-21 November 1995.

Traditionally, NGOs seeking to address poverty issues engaged in direct delivery of relief and welfare services. Simple infrastructural projects, roving medical clinic services, donations of food and implements - these have and still constitute essential and appropriate responses to emergency situations demanding an immediate humanitarian response. However, such actions have increasingly been seen to offer little more than temporary alleviation of the symptoms of underdevelopment.

Next have come a generation of NGOs who increasingly recognize that direct delivery of food, clothing, shelter and health care attacked only symptoms and not the root causes of poverty. Hence, their actions revolve around selfhelp - sustainable improvements in the lives of the poor by increasing their capacities to meet their own

needs. Such NGOs emphasise focal health care improved farming practices, cooperatives, and other community development activities intended as promoting self-reliance. Most Asian rural development NGOs today belong to this category.

NGOs' response to crisis

In Bangladesh, inhuman suffering and massive destruction wrought by the War of Liberation in 1971 called for immediate relief and rehabilitation interventions. From distributing food, medicine, blankets and clothes, NGOs went on to construct houses, mobilise transport facilities, and develop physical infrastructure for the victims of war. Well-known Bangladesh NGOs such as BRAC, Gonoshasthya Kendra

Grass-Roots organizations in selected Asian countries, early Nineties

Bangladesh

12 200 private, non-business organisations; 1 200 independent development organisations formed since 1971, particularly active in health care and income generation for the large landless population.

India

100 000 NGOs reaching half the country, with 30 000 actively engaged; strong Gandhian selfhelp tradition; socio-religious movements as integral part of Indian tradition and resilience.

Indonesia,

More than 1 000 NGOs; 750 NGOs involved in environmental protection alone; peasant irrigation groups multiplying.

The Philippines

20 000 non-governmental groups;
1 500 development-oriented NGOs.

Nepal

Strong re-emergence of small, grass-roots organisations, especially after the establishment of Constitutional Government; about 750 organisations are federated.

Sources: ANGO/CPDC Country Reports (1991), ANGO/ADF 3 Country Reports (1993) and "Institutional Strengthening of Environmental NGOs". (Antonio Quizon, 1990)

crisis and CCDDB were formed from the spontaneous responses during this period of extreme crisis.

Still, at present, an increasing number of NGOs are again examining their basic strategies, with the realisation that (2) *acting on their own, NGOs can effectively reach only a few selected localities; and (2) self-reliant initiatives can be sustained only to the extent that the national development system, involving both private and government agencies, responds to local efforts.* Since government commands the most resources required for broader impact, NGOs must advocate for more substantial reforms on the national policy level. These are what David Körten has called "Third Generation NGOs".

Increasingly, many of these third generation NGOs have begun to take root, with a macro perspective of problems, and a policy agenda regarding government and other mainframe institutions. The substantial growth of NGO networks in many Asian countries, and their increasing willingness to critically engage institutions, show this trend towards a broadening of the perspectives and roles of NGOs.

Significant Asian NGO impact areas

Poor people often have neither the resources nor the information to effectively participate in government programmes. Governments in most Asian countries are often unresponsive to people's ideas and needs, making decisions from the top without necessarily consulting the people to be affected. Self-help groups which directly involve the poor in the communities are indispensable to the village life of Asian peoples. In Nepal, these groups are found in almost all areas of village life - agriculture, irrigation, water management, education, and cultural activities. People's participation, in some cases, has become an act of survival.

It is in the aspect of *people's participation* that Asian NGOs have distinctly transformed their independent poverty alleviation measures beyond what government approaches have attained. NGOs tend to stress greater involvement by beneficiaries and target groups, thereby increasing the effectiveness of their programmes.

People's organisations (POs) are the best and most direct expression of people's participation, of organising the poor, including farmers, landless rural workers, forest dwellers, women and youth. As self-help groups, multi-purpose cooperative societies such as those in Sri Lanka, Nepal, India, Malaysia, The Philippines and Thailand have increased local capacities and potentials based on available resources and felt needs.

In several Asian countries, NGOs have been able to make significant impacts and visible contributions to development at the national level in terms of: (a) shaping public policy, (b) providing innovative experiments that have been successfully adopted as national programmes, or (c) scaling up their programmes to a significant national scale. Such contributions have been recognised both at the national and international level by the people, governments and donors alike.

To reiterate, the long-term success of poverty alleviation depends on a conducive policy environment and on-the-ground community organising. Local-level consultation and decision-making can only be encouraged within a broader policy framework. While greater productivity and effective distribution of resources are prerequisites of poverty alleviation, the poor must be organized and politicised - to ensure that they gain access to credit, services and meaningful employment.

The main strength of NGOs seems to lie in their collective experience and practice of participatory approaches, and the application of such approaches to a broad range of endeavours - whether in health, consumer protection or agriculture. NGOs have given "participation" its various institutional forms - from community and sectoral organizing and creation of self-help groups to public campaigns, constituency-building activities, networking, participatory research and monitoring, community statistics and planning. Indeed, over the years, NGOs have successfully pioneered the social approaches to participation.

The varied participatory approaches have been refined and tempered through a constant process of "action and reflection" under varying situations. But more than an approach, partici-

ation is viewed by most NGOs as a value or principle in itself as a parameter for measuring the very impact or success of programmes. It must be noted that governments and international organizations often tend to promote "participation" merely as a methodology or management tool, and thus this has led to many failed attempts at replicating successful programmes.

Empowerment of the poor

People empowerment in Asia has evolved into a whole range of actions, from on-the-ground field work, organizing, protests, policy work, to even active (armed) resistance - if not necessarily by NGOs, by people and communities themselves.

What is people empowerment in the Asian context?

The basic premise of people-centred development is that sovereignty resides with the people and not with states. Development of the people depends on development by the people themselves. To assume this responsibility for their own development, the people must control their own resources; and have the means to affect and effectively hold governments accountable.

People empowerment in Gandhian thought, also known in the context of its development philosophy of the *lok niti*, signifies people's politics and direct governance by the sovereign people. The main concern is the dissolution of government power into local forms of people's power. Hence, it advocates building people's power starting from the village up, towards larger areas and higher levels of integration in institutional structures, but within a framework that is still largely decentralised. *People's participation* should take on a new meaning - not that of people "participating" in government or NGO projects - but that of people enabled to participate in their own and their families' development.

Asian NGOs see their role in creating

the environment and conditions whereby people can regenerate not only their capacity for self-determination but their self-respect. As Bangladeshi NGOs believe, the key to breaking the hold of the poverty-trap lies not in the flow of financial resources in abundance but in restructuring the predominant power relations through the empowerment of the poor, development of their institutions and evolving an effective and just distribution of resources. Accessing resources and enhancing the participatory process remain central themes in Asian actions to empower the poor. In all these actions, creating a favourable policy environment is essential.

Expediting access to resources

In Asia alone, over 500 million people live in absolute poverty. The poor have neither the resources nor the means to meet their daily subsistence. The majority live in the rural areas - with little or no access to land, clean water and viable livelihoods. *From an Asian NGO perspective, a sustainable solution to poverty and hunger lies in the ability of the poor to access natural resources, primarily land and water, and institutions, mainly governments and financial system.*

Natural resources

For most POs and NGOs, access and control of natural resources is still the most fundamental issue - almost comparable to "a right to survival" itself. In many countries in Asia, a formidable task for NGOs promoting sustainable land resource use is to dismantle monopoly control over privately owned land. Of 10 million Filipinos comprising the agricultural labour force, only 15% are owner-cultivators, while 85% have no control over the lands they till. In Bangladesh, 60% of households are without land.

NGOs and POs partnership

TriPARRD, or the Tripartite Partnership for Agrarian Reform and Rural Development in

The Philippines, is a partnership between NGOs and POs that aim for actual land transfer and the delivery of support services. Antique in the Western Visayas was one of the initial provinces for TriPARRD implementation. From 1989 to 1992, over 400 hectares of the targeted 1 393 have been transferred to 224 farmers. Beyond the quantifiable results, farmers gained the confidence to pursue their own agrarian reform and to work together with government and NGOs. After undergoing training, farmers now engage in monitoring and implementing the land transfer activities, developing their own people's organizations and receiving over USD 40 000 in support services.

NGO initiatives in accessing productive resources entail securing tenure to land, water and fodder.

Asian NGOs have organized themselves into networks and federations. As strong and unified groups, they are able to engage government to accelerate the process of such reforms pertaining to natural resource access. *This implies making sure that agrarian reform, urban land reform, aquatic resources reform, and similar programmes are implemented speedily and effectively.* These groups also inquire into the legal basis of community claims to land and other resources based on customary rights and laws. Some offer legal services to communities being evicted from their lands because of development projects, especially the indigenous peoples.

In the meantime, NGOs must initiate programmes to obtain whatever benefits are available to the people under the existing policy framework. For instance, the organized landless groups in Bangladesh collectively took possession of Khas land illegally occupied by large landowners, leased dried-out river beds and re-excavated them for conversion into a large stretch of water for fish cultivation. To push for agrarian reform (AR), there are: support centres of NGOs and POs on AR; community information through participatory data gathering and planning; field reports sent to policymakers; information dissemination; and the holding of dialogues and consultations between governments, NGOs, and POs.

Land asset endowment

In East Java, Indonesia, where the sheer number of landless and nearlandless families and an ineffective agrarian reform programme make land redistribution well-nigh impossible, the NGO-sponsored Land Asset Endowment Program presents an acceptable compromise. Using government-owned land, this Program seeks to guarantee 25-year renewable rights to holdings of at least 200 m² to each of the 4to5 million landless families. Though it is not redistribution as the landless would like, the Program hopes to demonstrate that the holdings can be run viably, and thus lay the groundwork for genuine land reform in East Java.

Market and technological resources

NGOs provide concrete opportunities for the disadvantaged and powerless to gain access to resources - information, capital, training, technology - not otherwise made available by policies and structures. Many NGOs provide programmes in credit and marketing as an alternative to usurers and traders. Skills and technology in micro-entrepreneurship, small-scale enterprise development are also developed. Social welfare services include programmes in health, nutrition, daycare, preschool education, and adult education among others. Initiatives in accessing markets and services have evoked such strategies as the following: promoting alternative methods and multiplying use of local initiatives and resources; blending modern with indigenous technologies; promoting rural savings and other surplus and mobilising these funds; and activating rural service centres.

Access to assets and services

A major form of increasing peoples access to assets and services has been in the organization of self-help groups, particularly the various types of cooperatives (credit and savings, consumer and marketing), which have gained widespread reach throughout the

region. Bina Swadaya for one, has helped organize over 18 000 Usaha Bersamas (pre-cooperatives) all over Indonesia in collaboration with government and other NGOs. And where most government-sponsored cooperatives have failed, VICTO in Central Philippines now has some 60 000 members. Other coops have been able to accumulate sufficient savings to gain strong bargaining positions vis-a-vis the private commercial banks, or to even set up their own banking institutions.

Facilitating the participatory process

The task that Asian NGOs have chosen to undertake is multi-faceted, involving sustained awareness-raising and motivation, training, organization, action, praxis and progress. While generating alternatives for development through experimentation and action-research, they are at the same time monitoring effects of development actions and highlighting contradictions.

Organizing

The work of Asian NGOs in organising has taken various forms in and among communities and sectors, even rising to become people's movements at the national level. At the grass roots, most development NGOs in Asia have developed POs by creating a sense of belonging to their own institutions in their own communities. Believing in collective action, NGOs catalyse the organisation of target groups or sectors, through group- and community-building sessions, meetings and consultations. "Consciousness raising" builds up an awareness of social realities, and enables target groups to understand their problems, know their rights, and undertake group action to address these problems.

Community organising (CO) develops and trains target groups and indigenous community change agents' to pressure the wealthy to accede to the demands and concerns of the poor. POs learn to identify and analyze issues, confront social conflicts and tensions, and nego-

tiate with local or national power holders.

Increasing the capacity of local people

The Agha Khan Rural Support Program (AKRSP) is a model project of rural development in Pakistan. Its main strategy in small-holder development involves organisation and collective management, generation of capital through savings, and upgrading of human skills. In increasing the capacity of local people to make use of opportunities to improve their well are, AKRSP invokes "selfhelp" in which people organize themselves, acquire new skills, accumulate their own capital, and improve their capacity to manage their own development. Effective Village Organizations (VOs) are established through bottom-up planning (villagers choose programme directions), long programme duration (to build institutions among peoples), and direct implementation by the NGO workers (to allow for flexibility and adaptation). The attitudes of the village people have changed significantly. The people were able to reduce fruit losses after taking courses in plant protection, improve crop varieties through demonstration plots, and manage livestock after training. In its first six years, 526 VOs have been established and 226 units of productive infrastructure, mostly irrigation channels or link roads, have been completed.

Capacity-building, community goal setting, value-formation, and building on the traditional and religious beliefs of the communities are all integral parts of building viable people's organisations in Asia. Organizing must be facilitated by the NGOs in such a way that the people themselves, based on their perceived needs, are able to identify their objectives and the programmes necessary to fulfil them.

Negotiating skills and organizational management

Capacity-building calls not only for training but for preparing people to run the organization by themselves and to deal with

government and other agencies confidently. Sri Lanka's Sarvodaya Movement, the Bhoodan Gramdan Movement in India, and the Philippine's TriPARRD all emphasize the social preparation stage in community organizing. Aside from this, Proshika in Bangladesh sets up multi-level coordinating committees to ensure that cooperation and technical assistance can be effectively mobilized for effective programme implementation. Proshika encourages its partners to federate at the village, union, upazila, and development centre levels in order to fortify themselves against attacks from the local elite.

At the national level, NGOs have initiated networking of efforts and federation-building among POs to achieve scale and impact. They engage in direct advocacy work - building mechanisms for dialogue with government and, where feasible and advantageous to target communities, direct partnership with government. The emergence of national associations and networks - who actively pursue advocacy work to parallel grass-roots actions - has led to the exploration of dialogue and linkages with government on specific projects and issues.

Creating a favourable policy environment

NGOs seek to maintain their autonomy from government control, thus their initiatives tend to maintain a "low profile", especially in a policy environment that is antagonistic or restrictive to NGO actions. Still, many NGOs seek to influence the environment within which they operate. While they are likely to resist government coordination, they can temper this through selective collaboration with government.

Asian NGOs have taken joint actions to create greater political space for their development activities. They have established nation-based federations and regional networks of NGOs to aggregate their interests and build links with institutions both in and outside of government. In some instances, these have served as effective pressure groups, which have prompted government to take note and to reconsider its development plans and policies.

To some extent, NGOs have also employed the strategy of building alliances with key officials supportive of their initiatives. Mainly, NGOs are increasingly staking their claim to the policy process by engaging in direct and indirect policy advocacy. By critically commenting on development problems in both national and international conferences, as well as the press, and by advocating policy reforms, NGOs have intensified their political visibility vis-a-vis the government and brought the issue of NGO political space to the forefront. They are involved in policy advocacy in order to create democratic space and strengthen democratic institutions.

Various groups are advocating causes in favour of the disadvantaged sections of society and for structural change. At one level, they support peaceful struggles of people for their empowerment and against injustice, exploitation and oppression. Many NGOs in Asia have undertaken advocacy for changes in policies, legislations, institutions and implementation of development programmes.

Notwithstanding the obvious difficulties and pitfalls in working with governments, the government has proven to be a useful ally in certain cases. For instance, the tripartite partnership among people's organisations, NGOs, and government agencies working towards agrarian reform in The Philippines seems to be a promising model for grass-roots reform in partnership with government. NGOs in Bangladesh also collaborated with the government to implement a national land-reform programme. They set up a Coordination Council for Land Reform to work in cooperation with the Land Ministry on such activities as identifying the genuine landless, preparing the basic policy document, and training beneficiaries, among others. Unlike the tripartite experiments in The Philippines, however, the Land Reform Programme in Bangladesh has lost momentum due to lack of political will.

Asian tradition is a history of protests and movements. In India, socio-religious movements dominated its history - with protests by adversely affected people such as peasants, indigenous peoples, and fisherfolk against the

encroachments and exploitation of colonial rulers. National campaigns in India have included issues such as labour rights, civil rights, and campaigns against big dams such as the Narmada and Tehri. Through rallies, marches, demonstrations, Dharanas (sit-ins), fasts, dialogues, and Public Interest Litigation (PIL) in the courts, Indian NGOs have raised awareness, initiated debates and engaged government in order to facilitate change and reform.

Policy campaigns

Monlar in Sri Lanka has appealed to the World Bank and forged linkages with international NGOs to campaign against the World

Bank policy recommendations on agriculture. It submitted a People's Memorandum to government citing alternative proposals for agrarian and land reform. Specifically, it emphasized the effects of the World Bank-recommended withdrawal of State intervention in agriculture. This would mean the removal of support for agriculture, subsidy schemes and relief for small farmers.

Aside from resistance to bad development projects and campaigns for reforms, NGOs have also engaged international institutions like the World Bank and the Asian Development Bank. Some have formed regional networks to facilitate dialogue on specific issues and projects in countries, as well as to enhance the policy environment for the whole region.

Policy Environment and Significant Trends in Selected Asian Countries

Policy and Legal Environment

India

8th Five-Year Plan (1990-1995) on involvement of NGO sector 7th Five-Year Development Plan (1985-90) allocates resources for NGOs in rural development.

1986: The Government proposed legislation to set up a National Council of Voluntary Agencies to: (a) register all NGOs; (b) regulate "approved" NGOs; (c) receive funds for "approved" NGOs only.

1984: Foreign Contributions Regulation Act requires NGOs receiving aid from abroad to register with MHA.

Indonesia

Law No. 2-1982 recognizes role of NGOs (LSMs) in addressing environmental and development problems.

Law No. 8-1985 on Social Organizations adopted by the Government stipulates that: (a) state ideology be the guiding principle for SOs; (b) compulsory registration of SOs; SOs must report and receive approval for foreign aid; (c) umbrella organization to monitor SO activities; (d) GOI has power to suspend and dissolve SOs.

Malaysia

Societies Act of 1966 specifies that all SOs must register and be approved.

Amendments to Societies Act (1983) stipulate that: (a) SOs must report foreign aid; (b) Registrar is authorized to forbid foreign contact, conduct searches of SO premises without warrant, remove members from SO boards, and dissolve SOs.

Technology generation and diffusion

When the Green Revolution engulfed Asia, it displaced existing indigenous systems of agriculture. Knowledge became centralised and homogenised. And this centralised power has since become a form of domination over farmers. This technological displacement led to cultural and spiritual displacement, with peasants and indigenous peoples alienated by the mechanisation and chemicalization of agriculture. Within the sustainable agriculture (SA) framework, NGOs and farmers' groups in Asia are adopting an alternative way of viewing technology.

In Nicanor Perlas' "The Seven Dimensions of Sustainable Agriculture", agricultural systems to be sustainable must be:

1. ecologically sound;
2. economically viable;
3. socially just and equitable;
4. culturally sensitive;
5. based on integrative and holistic science;
6. founded in the use of appropriate technologies; and
7. supportive of the awakening of human potentials.

Technology generation and diffusion in SA incorporates the values and knowledge of farmers and indigenous cultures and involves NGOs and farmers' organisations in the development of technology.

Cropping systems

The International Rice Research Institute (IRRI) is hard pressed to create a cropping system in which five species are growing at the same time. The Hanunuos of Mindoro, The Philippines, however, are acquainted with 430 crops and can grow as many as 40 species at the same time throughout the year (Conklin, 1957). Their multi-storied cropping systems can achieve, at minimal costs, yields that are far ahead of normal rice farming.

Tribal communities are the cultural bearers of what has come to be increasingly known and respected in the academic and development communi-

ties as IKS or Indigenous Knowledge Systems (Brikenksha, 1990). NGOs in Asia recognize that for agriculture to be sustainable and technology to be viable, they need to be more sensitive to the culture and knowledge of the people. Indigenous cultural communities and peasants do possess their own innovative capacities and farming systems that are highly attuned to ecological factors. SA practitioners in Asia have incorporated IKS in their farming methods and are trying to promote the various farmers' innovations in their own countries. In Thailand, NGO workers from the Appropriate Technology Association (ATA) popularised self-reliant and chemical-free crop production, an example of IKS that they discovered through field visits to farms throughout the country.

Piloting, field demonstration, and the conduct of exposure visits are some approaches that have proven to be effective in spreading IKS and farmers' innovations. The Maguugmad Foundation in Cebu, The Philippines, suggests a "one-technology" approach, in which technologies are introduced one at a time so as not to overload or confuse the villagers. "Teaching by showing" is also an effective means of promoting technologies. The Centre for Environment Technology Development Malaysia (CETDEM) started an organic farm that served as a model farm to promote sustainable agriculture. Following CETDEM's lead, similar farms were put up in other parts of Malaysia. Thai NGOs promote sustainable agriculture by organising farm tours and documenting and publishing case studies.

The creation of networks of farmers improves dissemination of information and training. In Sri Lanka, the Network of Organic Farmers disseminates information on organic farming, trains farmers in organic farming techniques, and encourages farmers and consumers to support organic agriculture. The Alternative Agriculture Group (MG), an NGO network in Thailand, has been a major forum for the sharing of experience and discussion among NGOs.

To avoid alienating farmers and indigenous peoples, some Asian NGOs have begun exploring the sixth dimension of SA - the use

"appropriate" technologies. This can be achieved through *Participatory Technology Development* (PTD). The PTD approach engages the farmer, from the very beginning, in the evolution of new technologies. In the course of their involvement, farmers form concepts such as what "technology" results in problems. With the aid of farmers themselves, proponents redesign the farming system to be more appropriate to the socio-economic conditions of the villagers. At times, proponents also supplement the process by exploring, together with farmers, the best existing cropping patterns and practices in their area. "Studies" that take into account existing indigenous research protocols are conducted to compare preferred practices with proposed innovations. Farmer—conducted experiments have proved to be ideal because these enhance research "capacity-building" among farmers. What ultimately comes out of the design are the preferred technological options as indicated by farmers themselves.

Training for trainers

To spread information on SA technologies in Bangladesh, BARRA has organized national-level training for trainers and mid-level agricultural managers. From an idea-formulation meeting with other NGOs, BARRA helped develop FORAM (Forum for Regenerative Agriculture Movement), which now comprises more than 70 NGOs. All of the collaborating organisations conduct action research on SA technologies. Results are monitored and shared with all FORAM members and interested research organisations. Steps have been taken to develop a trial or demonstration farm (in collaboration with CARITAS/MAWTS) at Dhaka for future trainees and visitors.

Reconciliation of contemporary and indigenous practices

MASIPAG, a partnership of farmers, scientists and NGO representatives, was formed in The Philippines in 1983 to develop alterna-

tive methods in rice production. The farmers' research and problem-solving skills are harnessed to seek solutions to farm problems. In consultation with the farmers, the scientists then adapt lab experiments to actual farm conditions, after which the farmers test the technology on their farms. In this way, the two groups are able to reconcile contemporary and indigenous farming practices. Since 1990, MASIPAG has added more than 50 traditional rice seed varieties to its collection; developed and distributed seeds that produce crops that are resistant to pests, droughts and typhoons; and improved farm incomes - Participatory technology development means faster adaptation by farmers, since the latter have been involved in all the key decisions from the beginning. Such approaches also have a favourable impact on training efforts with the parties speaking the same language and drawing out examples from the same cultural and ecological context.

NGOs have usually played the key role in involving farmers in the generation of technology and in raising farmers' concerns and innovations at the national level. In Nepal, the Community Welfare and Development Society (CWDS) organized a National Workshop on Regenerative Agriculture with policy-makers, administrators, scientists and NGOs. The workshop resulted in a Regenerative Agriculture programme which includes plans for developing a Centre on Regenerative Agriculture. By developing partnerships with government agencies, research organisations and other NGOs, CWDS is building its capacity to develop IKS-based agriculture with the rural poor of Nepal.

It is possible that the proponents' concept of "appropriateness" may clash with the farmers' concept. Such differences can be resolved by conducting concrete experiments. For instance, some farmers use botanical pesticides to kill off pests, which scientific findings deem unsustainable. The best way to agree is to try out together the two different approaches to pest management: one based on botanical pesticides, the other on community ecology. At times, the results are so obvious that farmers concede in favour of community ecology even

before the experiment is over.

Modern developments in ecological agriculture and peasant practices can be combined fruitfully for greater yields and sustainability. Overall, participatory technology development results in the empowerment of peasants and farmers.

As sources of appropriate technology for sustainable agriculture, central research stations need to overcome several barriers. Some institutions are already restructuring their research procedures to allow farmers to participate at all stages to permit new technologies to be accepted by farmers. Indigenous knowledge and people's viewpoints are respected and people's participation recognised. These groups support the establishment of truly autonomous decentralised research efforts, starting with farmers themselves, and gear research towards solving scientific problems that cannot be addressed at the level of the farmers' fields.

Philippine NGOs have made great strides in developing alternative agricultural systems and methods. Seed banks, demonstration farms and experimental stations have sprouted all over the country. There have also been successful attempts to demonstrate the economic viability of sustainable farming ventures.

Trainers working alongside farmers

A number of farmers' organisations and cooperatives have set up Farmer Field Schools on Integrated Pest Management (IPM). Instead of the traditional short-term methods that had farmers listening to lectures, these IPM schools have trainers working alongside farmers in the fields. The trainers, some of whom are farmer-leaders themselves' spend the entire cropping season with the farmers. Through direct experience in the fields, farmers learn the technologies quickly and are able to improvise and share their own knowledge as they go along. In The Philippines, for example, about 22 000 farmers have been trained in more than 2 000 farmer field schools since the programme's government launching in 1993.

Combating environmental degradation

Poor rural communities are threatened by still another growing specter: wasteful and non-sustainable exploitation of natural resources and their continuous depletion. This has resulted in a marked decline in the resources' productivity, as evidenced by dwindling fuelwood supplies, dried-up wells, polluted rivers, farms turning wastelands, empty fishing grounds, drought, and periodic flash-floods.

In Indonesia, a forest fire that raged for six months destroyed 3-5 million hectares of forest land. Some 10 000 km of watersheds in Nepal are now devoid of vegetation and showing signs of desertification. In Pakistan, over 17 million acres of agricultural land are water-logged. Some 6 000 million tonnes of fertile topsoil are lost annually in India. Mangrove forests in The Philippines have decreased by 50 per cent in over 12 years. And in Thailand, the total forested area has declined from 53% to 31% in just two decades.

In recent years, there has been a growing awareness and concern regarding environmental conservation and management among governments, media, academia, and local communities. Hence, in many communities and villages in Asia, innovative ways and means to protect, conserve, repair and manage community-based natural resources are being undertaken. In The Philippines, lobbying for agrarian and fishing reforms continues, whereas some NGOs have begun experimenting with community-based natural resource management councils and people's agrarian reform councils. In Indonesia, *Dian Desa* has introduced community-level technologies to ensure water supply for drinking and cultivation. The key feature in all successful grass-roots efforts has been community-based people's participation.

Responding to environmental concerns is a relatively new area for most NGOs, which have not worked mainly or exclusively on environmental issues. But relating environment to poverty concerns is not only necessary but vital to the survival of both human and natural resources. Poverty and environmental degrada-

ion from a vicious cycle of depletion and destruction. Damage to natural resources reduces poor people's livelihood sources and opportunities, increases health hazards, and threatens the very life-sustaining system of poor rural communities. On the other hand, poverty pressures people into destroying their immediate environment in order to survive.

Some of the approaches utilized by NGOs in addressing the twin issues of poverty and environment are:

1. information dissemination on environmental issues among the various publics, e.g., communities, government, business, etc.;
2. education and training of technical and field staff and community leaders on environmental protection, conservation, rehabilitation processes and technologies;
3. field projects on environmental protection, conservation, rehabilitation;
4. establishing local and international linkages with other NGOs and resource organisations, especially the environmental NGOs; and
5. field projects on community forestry with components (e.g., fruit-tree planting, nurseries; homestead gardening, etc.); alternative agricultural practices (e.g., organic farming; wasteland development; coastal development); fuel-efficient lamps and cook stoves; alternative sources for energy (e.g., solar, biogas; waste recycling); sanitation and health; facilities and services; housing with sanitation and potable water components; potable water sources and facilities.

Asian NGOs are involved in protests, campaigns, and movements, as well as in public interest litigations to oppose development projects, specifically huge dams, that are detrimental to the environment. NGOs are stepping up the campaign against illegal logging; conversion of prime agricultural land into industrial estates and non-productive uses; destruction of mangroves; dynamiting and trawling in territorial waters; and other environmentally destructive activities involving vested interest groups.

Environmental as well as rural development NGOs have formed broad-based coalitions and networks to address environmental issues and policy questions. National consulta-

tions have been held in order to stimulate policy research and to consolidate people's legislative agendas. In The Philippines, the CPAR and NACFAR are two coalitions that have engaged government on its policies on agrarian reform and fisheries, respectively.

On desertification

For countries in south Asia, the major environmental threats are deforestation, desertification and damage to the genetic and aquatic environment. NGOs have recognised the problem of desertification, although deforestation is seen as the most important and pressing concern at present. The problem of desertification is treated as an effect of hydrological quandary, or the degradation of dry lands in terms of productivity and rain-use efficiency. NGOs are still in the midst of conducting research and formulating plans for intervention, though some have already begun small-scale community projects on irrigation, water management and dryland agriculture, while others have utilized afforestation and soil management, water conservation programmes and small-scale irrigation systems.

Drought recovery

Caritas in Bangladesh undertook a Drought Recovery Program in the Barind Tracts of the Rajshahi District which is being threatened by desertification. The people re-excavated ponds in the dry season for irrigation and fish culture. They planted trees on homesteads and the pond banks. While preventing further desertification, the people in the community also generated income and gained employment. The lands are leased from the owners who receive 25% of the gains from the people's fish-raising and tree-planting.

Water users' associations

In Pakistan, water loss in the water-courses was occurring at an alarming 30-40%.

farmers were first oriented and then organized into Water Users' Associations (WUAs). The WUAs were taught to build, repair, and maintain watercourses to stem the loss of valuable irrigation water. The WUAs took charge of surveying, designing, and completing the project with incentives for full participation of members. After their success in water management, WUAs have also ventured into agribusiness and sustainable agriculture development.

Small-scale irrigation systems such as open wells, Persian wheels, village tanks, small pumps, tubewells for groundwater use and other small facilities have been managed and maintained by community organisations, farmers groups, water users associations and by individual farmers. NGOs usually provide credit support and motivation to partner organisations to purchase irrigation pumps. In Bangladesh, these groups are encouraged to sell pumps to farmers in exchange for crops. The landless groups eventually pay back the loan and become owners of the equipment. Over 400 landless irrigation schemes have been sponsored by various NGOs in Bangladesh.

On deforestation

Aside from environmental education, research and training, South Asian NGOs are deeply engaged in afforestation and community forestry programmes. Community forestry stresses social cohesion and networking among local peoples to protect themselves and their resources against outside encroachment. As a social movement, it also emphasises local self reliance and people empowerment by improving local capacity to handle community problems, strengthening community spirit, increasing people's participation, and striking a balance between the utilisation of forest resources and their conservation.

An innovation made by Bangladeshi NGOs is the care-taker system introduced by BRAC, Caritas, and RDRS. Individuals are hired to be caretakers of certain areas with a given salary. The intended beneficiaries are

made responsible for nurturing and protecting the trees planted. This system has given the community a sense of belonging within its environment. In Proshika-organized upazilas the farmers collectively decide on a forest protection plan during group meetings. Following the plan, they take up a certain area of the degraded forests, and each member is assigned plots to supervise and patrol.

Part of the work done by NGOs involves securing reforms in terms of tenure of lands, forests and water resources. In South Cotabato, The Philippines, SCFI assists families to take advantage of the government's Integrated Social Forestry Programme, which grants forest occupants a renewable 25-year secure tenure in 3-7 hectare tracts of land. Bangladeshi NGOs negotiated with the government to allow their partner groups to plant trees along roadsides and other public places. NGOs involved in fisheries management assisted their partner groups in identifying and taking out long-term leases on degraded government land, idle private land, and boors for fish farming.

In community-based interventions, NGOs have learned to respect the traditional structures and values in the communities they are entering. In Asia, traditional and religious beliefs are usually incorporated in forest resource management. Livelihood alternatives capitalise on the products of indigenous resources while sustaining trees in the forest. Women perform vital tasks in conserving and protecting the forests while ensuring the needs of their household.

Cultural background in favour of forest protection

The people's cultural background, especially their religion, can greatly affect the success of forest protection activities at the village level. In the case of Ban Pa Lan, Chiang Raiim Thailand, the Pa Lan people hold the forest sacred and respect it as the dwelling place of spirits of their ancestors. The community of Pa Lan protects a 300 *rat* forest, which is the source of water for their farmlands and partly supports their livelihood.

Peace is an elusive yet necessary condition of development and of healing the ills in human society, including impoverishment. Peace initiatives should be seen as part of the development strategy to ensure and maximize democratic access and people's participation in the development process. By paving the way for peace, the poor are able to pursue sources of livelihood, focus their concerns on meeting the needs of their families, and join the struggles of their communities. During the peace process between Communist rebels and the Aquino government, right after The Philippine revolution of 1986, the common agenda for peace was summed up in these three simple lines: "Food and Freedom, Land and Labor, Jobs and Justice."

Peace efforts by NGOs directly prevent the disasters brought about by wars and civil strife. In a less dramatic stance, people's organizations in Asia work hand-in-hand with poor communities in gaining access to, if not managing, a variety of social services - sanitation and health, training and education, potable water sources and facilities. Community health workers, with the support of local groups, have been effective in informing poor people of techniques to prevent diseases. From oral rehydration for diarrhea to mother and child immunisation, community groups have been able to confront sources of disease. The poor are informed and educated on proper health and nutrition, thereby improving the capability of communities to survive.

Poor people are relatively powerless to handle emergencies and even to prevent disasters. Without access to social and institutional services, to valuable information, to opportunities for empowerment, the poor are left alone to face enormous disasters. Asian NGOs have recognized the need for poor people to be united into strong village-based communities. By building communities through organising consciousness-raising, and consensus-building, the poor gain the capacity to initiate and manage community forestry programmes, health centres, food production schemes, etc. The simple protection of forests can prevent

further soil erosion that can prevent devastating floods. Through community-building, poor people become more equipped to face disasters together.

Managing health through peoples participation: The BRAC experience

Travelling from their temporary quarters on foot, by rickshaw or country boat, BRAC's Oral Therapy Rehydration Workers conduct a house-to-house campaign to teach village women the "seven points" in diarrhoeal treatment. At least one woman in every household is taught how to diagnose and treat diarrhoea with a homemade preparation of water, salt and sugar. BRAC's mobile diarrhoea treatment centres also aid in direct teaching. OTEP's health education messages on such topics as community nutrition, hygiene and sanitation, are relayed through community fore, in mosques and schools, and in seminars for village-doctors. Village health communities are formed to increase people's participation, while all available mass-media materials are utilized.

As of September 1983' OTEP Phase I had covered 2.51 million households in five districts and directly treated some 95 000 patients. Phase II of the programme, through June 1986, covered another 4.1 million households and some 150 six-month Concentrated Reinforcement Programmes focusing on preventive health-care activities. Given the proper motivation and education, rural people can and will participate actively in providing for their own needs.

Women and peace

The role of women in the peace process is significant. During tense moments when The Philippine peace talks threatened to break down, women negotiators from both camps would ask each other: "Are you married? Do you have children? How is your family?" By their simple questions, the women broke the silence. They had reawakened the people's spirit of humanity. The negotiators soon real-

ized that what was at stake was not the power of their guns, but the future of their own children.

Lessons from Asian NGO initiatives in addressing poverty

Land tenure security

Land tenure security is a necessary precondition for successful community-based resource management. Recognizing land rights of rural poor communities is the first step towards empowering the poor. Access to and control of upland resources require the recognition of ancestral/tribal land rights of indigenous communities and adequate environmental protection from the influx of migrants.

Decentralization and devolution of power/control

Governments should transfer effective control over local resources to the community. Such arrangements have perceived advantages:

1. permanent presence of communities;
2. intricate community knowledge of and familiarity with the area;
3. motivation to protect the resource as a source of livelihood, especially against external incursions;
4. internal community controls against possible abuse of individual authority; and
5. greater stability of organized communities.

Principle of stewardship

Community-based resource management should be based on the principle of stewardship, that is, the community acts as the caretaker of a common societal resource. However, the community is granted certain concessions to the resource in a way that guarantees its sustainable use and Precludes over-exploitation.

Meeting people's basic needs

Any development intervention should start by addressing people's "felt needs". It is difficult to speak of long-term sustainability of a resource while people are more concerned with meeting short-term needs.

Drawing from a people's cultural/spiritual life

The motivation for and practice of community-based environmental action must draw from the richness of Asian cultures and religions - i.e., the deep reverence for nature among indigenous communities, the Gandhian spirit of nonviolence; traditional Javanese values of harmony.

Role of women

Women must be given equal voice and representation in the management and control of local resources. Women have greater insights into, and concern for, the sources of potable water, the state of the forests, and the general nutrition and health of their family.

People's participation

People's participation means that people are involved in all stages of the decision-making process. Some of the basic elements of improved people's participation are: broadly distributed control of natural resources; networks of pluralistic people's organisations; a high level of political awareness and well-developed political consciousness; unrestricted access to information and opportunities; and self-reliance.

Importance of community organizing (CO)

CO is a powerful tool for peoples empowerment. It involves, among other things, building increased awareness, skills formation and asset generation. CO recognises

that the strength of the poor lies in their number and collective moral force.

Role of advocacy

Advocacy must be based on people's concrete concerns and actions. There must be a strong link between grass roots actions and advocacy for policy reform.

Throughout Asia, countless communities and individuals are now working on modes and means of alleviating poverty - and from their efforts springs new hope for a future of productivity, prosperity and peace.

Significant Trends

India

Promotion of government-sponsored NGOs as an alternative to independent and semi-independent NGOs.

September 1986: Over 500 NGOs "unanimously rejected" the proposed National Council of Voluntary Agencies and the NGO Code of Conduct

Bibliography

Main References

Approtech Asia and Wahana Lingkungan Hidup Indonesia (WALHI). *Environment and Development*. A Conference Report. West Java, Indonesia: March 1989.

Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC). *Forests for People: Experiences and Issues in Community Management*. Asian NGO Study Tour Report. Manila, The Philippines: 1991.

Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC). *Grassroots Action in Natural Resources Management*. Asian NGO Study Tour Report. Manila, The Philippines: 1990.

Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC). *Let a Hundred Communities Bloom*. Report of the First

Indonesia

Considerable ambiguity exists within the NGO community as to whether the Law on SOs applies to NGOs or not.

August 1989: Minister of Home Affairs meets with 13 major NGOs to discuss Government concerns over an NGO memorandum to the World Bank prepared at an NGO conference in Belgium in April 1989

Malaysia

January 1987: PM Mahathir criticizes NGOs, especially five groups that are portrayed as "urban terrorists" and "thorns in the flesh" of the nation.

October 1987: Several NGO officials were arrested under the Internal Security Act. Most were released in December, but some were detained till mid 1989.

Source: Riker, James V. "Improving the Policy Environment for NGO Functioning". (1990)

Asian Development Forum on "Community Based Natural Resource Management: NGO Experiences and Challenges" (New Delhi, India, 4-6 February 1992). Manila, The Philippines 1994.

Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC). *NGO Poverty Alleviation Strategies Towards the Year 2000*. Manila, The Philippines: 1989.

Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC). *Rural Poverty Alleviation: Issues and Strategies from an Asian NGO Perspective*. Manila, The Philippines: 1987.

Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC). *Selected*

- NGO Experiences on Small-Scale Fisheries Development. ANGO Development Education Programme. Manila, The Philippines: August 1989.
- Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC). *Sowing the Seeds for Our Future*. Report of the Second Asian Development Forum on Sustainable Agriculture Toward Food Security and Enhanced Quality of Life' (Cagayande Oro, The Philippines, 22-26 February 1993). Manila, The Philippines: 1994.
- Association of Voluntary Agencies for Rural Development (AVARD). *Role of NGOs in Development - A Study of the Situation in India*. 1990.
- Debuque, Teresa Lingan. "Lessons in Community Based Natural Resources Management". In *Let a Hundred Communities Bloom*, Report of the First Asian Development Forum (New Delhi, India, 4-6 February 1992). Manila, The Philippines: 1994.
- Debuque, Teresa Lingan. "Summary of Plenary Discussions and Country Papers". In *Sowing the Seeds for Our Future*, Report of the Second Asian Development Forum (Cagayan de Oro, The Philippines, 22-26 February 1993). Manila, The Philippines: 1994.
- Huda, Khawja Shamsul "NGOs and Development in Bangladesh". Prepared for the APDC/ANGOC Regional Dialogue on NGO-NGO Relations in Asia: Prospects and Challenges for Improving the Policy Environment for People-Centered Development', Chiang Mai, Thailand, 11-15 March 1991.
- Perlas, Nicanor (Centre for Alternative Development Initiatives). "The Seven Dimensions of Sustainable Agriculture" Paper presented at the Second Asian Development Forum (Cagayan de Oro, The Philippines, 22-27 February 1993) Manila, The Philippines: 1994. Quizon, Antonio B. "New Challenges for Re-Building Civil Society Based on People's Participation: An Asian Perspective". Paper presented at the Global NGO Forum on the theme "Building Sustainable Societies: The Role of NGOs in Emergencies and Social Development" (Addis Ababa, Ethiopia, 14-18 March 1994). 1994.
- Quizon, Antonio B. *Strategy Paper for FAO/NGO Collaboration in the Implementation of the Plan of Action for People's Participation*. Asian NGO Coalition (ANGOC). Manila, The Philippines: November 1994.
- Riker, James V. "Improving the Policy Environment for NGO Functioning". Prepared for the APDC/ANGOC Joint Project on 'The Role of NGOs in Development'. December 1990.
- Salinas, Alexis. "Role and Challenges of NGOs in Development: Philippine Experience." Partnership for the Development of Human Resources in Rural Areas (PhilDHRRRA), 1992.
- Other References:*
- Ahmed, Dr. Qazi and Haque, Md. Sirajul. "Country Report: Bangladesh". In *Sowing the Seeds for Our Future*, Report of the Second Asian Development Forum (Cagayan de Oro) The Philippines, 22-26 February 1993). Manila, The Philippines: 1994.
- Alianza, Herbert P. (Philippine Association for Intercultural Development, Inc./PAFID). "The Philippines: Land Tenure Security for Tribal Filipinos". In *Grassroots Action in Natural Resources Management*, An Asian NGO Study Tour Report. Manila, The Philippines: 1990.
- ASSEFA 1969-1994 (25 Years). Souvenir material on the occasion of the 125th Birth Anniversary of Mahatma Gandhi. Madras, India: 1994.
- Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC) and the Environment Liaison Centre International (ELCI). *People's Participation and Environmentally Sustainable Development*. Manila. The Philippines: 1989.
- Bokhari, A.S. *Pakistan, the Role of NGOs in Development*. January 1990.
- de Fonseca, Chandra, et al. *Institutional Strengthening of the Indigenous Environmental NGOs in Sri Lanka*. ANGOC, 1990.
- Durning, Alan B. *Action at the Grassroots: Fighting Poverty and Environmental Decline*. Worldwatch Paper 88. Washington DC, USA: January 1989.

- Huda, Khawja Shamsul (Association of Development Agencies in Bangladesh). *Intervention for Social and Economic Advancement of the Rural Poor: An Overview of BRAC Experiences*. ANGOC Monograph Series No. 1 Manila, The Philippines: June 1984.
- Huda, Khawja Shamsul and Hussain, Azfar. *Environmental and NGO Initiatives in Bangladesh: Concepts and Cases*. ANGOC. 1989.
- Lucas, Fr. Francis, et al. "A Tri-Sectoral Solution to the Philippine Crisis." In *Let a Hundred Communities Bloom*, Report of the First Asian Development Forum (New Delhi, India, 4-6 February 1992). Manila The Philippines: 1994.
- Mauricio, Tinna B. "Pest-free and Painless Farming". *The Philippine Starweek*, November 19, 1995. NGO Federation of Nepal. "A Country Paper on Nepal on Promoting Dialogue and Collaboration in Sustainable Agriculture and Rural Development (SARD) between NGOs/RPOs and Government". 1994. Philippine Partnership for the Development of Human Resources in Rural Asia (PhilDHRRA). "Country Report: The Philippines". In *Sowing the Seeds for Our Future*, Report of the Second Asian Development Forum (Cagayan de Oro, The Philippines, 22-26 February 1993). Manila, The Philippines: 1994.
- Purnomo, Agus, et al. *Institutional Strengthening of Environmental NGOs in Indonesia* ANGOC, 1989.
- Quizon, Antonio B. *The Institutional Strengthening of Environmental NGOs in Eight Asian Countries - A Summary Report*. Prepared for the Asian Development Bank by the Asian NGO Coalition. Manila, The Philippines' 1990.
- Quizon, Antonio B. with Ganapin, Delfin. *The Institutional Strengthening of Indigenous Environmental NGOs in The Philippines*. ANGOC, 1990.
- Witoelar, Erna (Indonesian Environmental Forum or WALHI). "NGOs in Sustainable Development." In *Environment and Development*, A Conference Report. West Java. Indonesia: March 1989.

L'Europe des représentants du personnel et de leurs attributions économiques* (2^e partie)

III - La négociation collective et le dialogue social

Parallèlement aux politiques européennes et au droit social (voie législative), la négociation constitue la deuxième voie (voie contractuelle) de l'action à l'échelon européen.

Plusieurs niveaux sont ici à distinguer, que nous traiterons successivement :

- intersectoriel,
- sectoriel ou de branche,
- interrégional, en particulier dans les régions transfrontalières,
- entreprise ou groupe transnational.

La négociation, quelle que soit son niveau, pose au plan européen des questions de :

- détermination des parties et représentativité,
- mandat des organisations,
- régime juridique et effet des accords conclus,
- articulation entre les accords et normes, détermination des sujets à différents niveaux, qui sont loin d'être résolues.

7/7 - 1. *Le dialogue social intersectoriel*

Le "dialogue social", substitut au niveau intersectoriel européen de la négociation collective, réunit depuis 1985 l'UNICE, la CES et le CEEP (rencontres de Val Duchesse) sous l'impulsion de la Commission. Il n'est nullement une structure de négociation formelle. Après examen, discussion, les partenaires peuvent se mettre d'accord sur une opinion, c'est l'objet des "avis communs" élaborés, qui n'engagent pas les signataires. Parmi les avis communs signés, on peut signaler :

- stratégie de coopération pour la croissance et l'emploi (1986),
- formation, motivation, information et consultation face aux mutations technologiques (1986) qui estimait que les pratiques d'information et de consultation en la matière devraient être développées,
- formation et éducation (1990, 1991, 1992),
- mobilité professionnelle et géographique (1990),
- nouvelles technologies (1991), rappelant

l'importance d'une pratique d'information et de consultation des travailleurs dans l'entreprise ainsi que l'utilité d'un dialogue constructif entre partenaires, * proposition de nouvelle rédaction d'articles du Traité (Accord sur la politique sociale annexé au traité de Maastricht) en 1991 et accord sur les modalités de son application (1992).

Un "groupe de pilotage" du dialogue social a été constitué en 1989, visant notamment à évaluer les suites concrètes à donner aux avis communs signés. Deux groupes de travail l'un sur la formation et l'éducation, l'autre sur les perspectives d'un marché unique du travail ont également été formés. L'activité de ces groupes a été variable.

Une nouvelle impulsion au dialogue social a été recherchée par l'Accord lié au Traité de Maastricht. Une déclaration communautaire de 1992 prévoit la création d'un "comité du dialogue social" chargé de définir les modalités de l'organisation des partenaires sociaux, dans les nouvelles fonctions consultatives et concertatives qui leur sont dorénavant reconvenues. La conduite de réelles négociations collectives intersectorielles au niveau européen n'est cependant pas envisageable dans l'immédiat.

III - 2. *La négociation sectorielle*

Les comités paritaires existent dans les transports, l'agriculture, la sidérurgie et les mines... ils ont une fonction consultative. C'est cependant au niveau sectoriel que la négociation collective paraît pouvoir se développer plus rapidement. Le premier accord-cadre européen concernant les secteurs de l'énergie et du transport ferroviaire a été conclu en 1990 entre la CES et le CEEP. Il pourrait ouvrir la voie à d'autres secteurs.

III - 3. *Les comités syndicaux transfrontaliers*

Depuis plusieurs années existent des comités syndicaux transfrontaliers dans les régions frontalières avec la Belgique, l'Alle-

* Ce document est la troisième partie du supplément (3/96) à l'Europe sociale, publiée par la Commission Européenne, Direction générale de l'Emploi, des Relations Industrielles et des Affaires sociales. La première partie de cet extrait est parue dans le précédent numéro (3/97) d'Associations Transnationales

magne, l'Italie... Il s'agit d'initiatives ayant essentiellement un rôle d'information ou de réflexion sur l'aménagement du territoire, de traitement de problèmes concrets. Ils représentent un intérêt quant aux pratiques d'échanges "de base" entre syndicats de différents pays.

III - 4. Les expériences de "Comités de groupe" européens¹

Une première vague de "conseils de groupe mondiaux" avait vu le jour dans les années 60 à l'initiative des organisations syndicales internationales, notamment dans la métallurgie, la Chimie et l'alimentation (Ford, Nestlé, Michelin, Philips, Dunlop-Pirelli par exemple). Mais ces "conseils" ont eu pour la plupart une existence éphémère.

Depuis quelques années, le dialogue européen d'entreprise s'est instauré, sur une base totalement volontaire, dans quelques groupes transnationaux, notamment français. Expériences limitées, essentiellement cantonnées à l'information, largement informelles, fragiles et souvent complexes, elles ont cependant un intérêt certain d'expérimentation, d'échange et d'ouverture. Elles ont permis de préfigurer une représentation et une action des travailleurs dans les entreprises européennes.

Les entreprises et groupes dans lesquels existent de tels accords d'information et de consultation transnationale, applicables à l'ensemble des travailleurs à la date de transposition de la directive sur les comités d'entreprise européens en droit national, ne sont pas soumis aux obligations de cette directive (art. 13). Ces accords pourront donc rester en vigueur et être reconduits.

III-4.a Quelques exemples

Les expériences conduites sont très diverses, notamment dans les formes de représentation du personnel, dans leur degré de formalisation, l'initiative, les modes de désignation, les partenaires concernés, ainsi que permet de le voir le tableau ci-dessous, où sont présentées les initiatives prises à Saint-Gobain, Scans-

ped, Thomson TCE, Bull, Volkswagen, Europe, Péchiney, Nestlé, BSN, Allianz, Rhône Poulenc, Elf Aquitaine, Crédit-Lyonnais, Bayer Ferrerò, Hoechst, Digital Equipment, Renault
III - 4. b Accords et initiatives

Les différents types d'initiatives peuvent être distinguées selon leur degré de formalisation :

b1 Accords formels signés

Les accords présentés dans le tableau concernent :

Tableau 68:

• THOMSON TCE	1985/1992	F
• BULL	1988/1992	F
• VOLKSWAGEN	1988/1992	D
• SCANSPEB AB	1989	S
• SAINT-GOBAIN	1989/1992	E
• PECHINEY	1990/1992	F
• ELF AQUITAINE	1991/1994	F
• EUROPIPE	1991	D
• BAYER	1991/1994	D
• CREDIT LYONNAIS	1991/1994	F
• RENAULT	1993	F

D'autres accords formes d'information de consultation des salariés à l'échelle européenne ne ont été signés:

- a CONTINENTAL (pneumatiques, D) en 1992/1993: l'accord, proche de celui de Bayer, prévoit une réunion d'information annuelle,
- dans le groupe d'assurances AGF (F) en 1991 19 représentants du personnel dont 8 français se réunissent une fois par an pour information et échanges de vues sur les questions économiques, financières, sociales, stratégiques d'intérêt général par la Direction (4 membres ou plus); réunion extraordinaire possible avec accord de la direction,
- au GIE AIRBUS INDUSTRIE (F-D-RU) en 1992: "Staff council". Ce conseil s'inspire de la loi française, les représentants du personnel et leurs suppléants sont élus par société, une commission économique esc constituée. Le conseil est doté de:
 - prérogatives économiques d'information de consultation (changements de statut,

(1) Sources: notamment Fondation Européenne (57), FNV(59), ISE(66), EUROCE, U. Rehfeldt (72), Sindnova (73), EIRR (64) documents entreprises...

- temps de travail, conditions de travail),
- prérogatives professionnelles de consultation (formation, santé-sécurité, recherche et développement technologique, emploi de personnes handicapées),
- prérogatives sociales.

Le conseil est doté d'un budget (2% ou 5% de la masse salariale selon sociétés) et l'accord constitutif fait l'objet de formalités de dépôt auprès des autorités françaises.

- à EUROCOPTER (F-D) en 1992: "Comité Européen d'Information et de Consultation" présidé par l'employeur, composé de représentants de la direction, de représentants des travailleurs désignés par les syndicats parmi les élus au CE et DS, de représentants syndicaux signataires; les réunions deux fois par an doivent permettre l'information et la discussion sur les questions économiques, industrielles, d'emploi quand leurs répercussions justifient une analyse globale et une particulière investigation.
- au Groupe GENERALE DES EAUX (F) en 1993: Accord CGE/CES sur un élargissement du comité de groupe.
- à GRUNDIG (électricité - D) en 1993.
- à HONDA en 1994.
- à ERIDANIA BEGHIN-SAY (I) en 1994 (IUFCA-groupe): Un comité de groupe européen de 16 représentants présidé par la direction se réunit annuellement. Le président peut décider la tenue d'une réunion extraordinaire en cas de circonstances exceptionnelles. Un secrétaire est désigné parmi les représentants du personnel. L'assistance d'experts est possible.
- à BEIERESDORF AG (D) en 1994: "Europa-Dialog" est un forum composé de plusieurs membres de la direction et d'un représentant des salariés par pays (sauf Allemagne: 3) pour un échange annuel d'informations. Un comité de coordination de 3 membres prépare cette réunion avec la direction.
- à SCHIERING AG (D) en 1994.
- à THOMSON TCE (groupe/FEM) en 1992.
- à UNITED BISCUITS (alimentation-RU) en 1994: l'accord signé avec le TUC prévoit un comité de 50 représentants du personnel dont 4 délégués syndicaux se réunissant une fois par an.

(2) L'annonce en a été faite en novembre 1994 à la suite du congrès à tonalité pro-européenne de l'organisation patronale CBI alors que le gouvernement britannique s'est opposé à la directive sur les comités européens et que le président d'United Biscuits est ancien trésorier du parti conservateur.

- à THOMSON CSF (F) en 1993: comité européen composé de 5 représentants syndicaux français et de 30 représentants du personnel en proportion des effectifs. Un comité de liaison et du temps supplémentaire sont prévus.
- à SCHNEIDER (électricien-F) en 1993: comité de groupe élargi de 32 membres: (1 français, 18 étrangers) désignés par les organisations syndicales se réunissant une fois par an avec la direction, réunion préparatoire un mois avant.
- à LAFARGE COPPEE.

b2 Accords non signés, informels ou échanges de lettres

Les accords de ce type présentés dans tableau concernent:

- ALLIANZ 1981 D
- BSN 1986/1988/1990 F
- NESTLE 1990 CH
- RHONE-POULENC 1990/1992 F
- HOECHST

D'autres accords existent à:

- à SCHMALBACH-LUBECA (Continental) en 1991: un organe européen d'information et de consultation constitué de 14 représentants se réunit deux fois par an. La direction présente un rapport une fois par an.
- à MERCEDEZ-BENZ (automobile-D) en 1991: "comité européen des représentants du personnel" au niveau du réseau des concessionnaires avec une réunion annuelle prévue (le groupe DAIMLER-BENZ est par ailleurs opposé à la mise en place de CE européens).
- à BOUYGUES (construction-F) en 1993: comité de groupe élargi.
- à MERLONI (métallurgie-I) en 1993.
- à VOLVO (automobile-S) en 1993.
- à THYSSEN (métallurgie-D) en 1993.
- à USINOR SACILOR (sidérurgie-F) en 1993. Ont également été signalés des accords en cours à:
- GEC-ALSTHOM (énergie-F), SOCPRESS (médias-F), TENGELMANN (distribution D), MOULINEX (électro-ménager - F), NOKIA NCM (téléphone -Finlande), BENETTON (textile-I), PHILIPS (électronique-NL), KONE CORPORATION (SCHERING (D), BRAUN MELSUNGEN

(D), BP, BOREALIS (pétrochimie-DK)
ROTHMAN (tabac-L-CH), SKF.

La FEM cite également Electrolux, General Motors, Beikaert, Ericçon, Sandvik AlbiLaval.

b3 Initiatives syndicales

Parmi les initiatives syndicales d'échanges européens, sans accord avec la direction, sont présentés dans le tableau:

- DIGITAL EQUIPEMENT 1992 USA
 - FERRERÒ 1992 I
- D'autres initiatives de ce type existent avec un fonctionnement plus ou moins régulier à GILLETTE (USA), UNILEVER (NL-RUD), COCA-COLA (USA), HBG (NL), HEINEKEN, AHOLD, CAMPIN MELKUNIE (NL), FORD (USA), GENERAL MOTORS (USA), WHIRPOOL (USA), METRO (D), ALDI NORD (D), ASEA BROWN BOVERI (S-CH), CALRSBERG(DK), SOLVAY(B)..

b4 Expériences nordiques

La "coopération nordique" de SCNASPED présentée dans le tableau est un exemple des expériences nordiques d'information transnationale, qui devraient retenir davantage notre attention dans le contexte d'élargissement de l'Union Européenne.

D'autres initiatives existent notamment à NORSK HYDRO (accord en 1994) STENALINE, FUNDÍA, ELKEM, ISS, NIVISTYRE AB, OUTOKUMPO, PLM, PROTAN, SAS, STATOIL SCANDINAVIAN BANKING, TENO ROSENLEN, TRELLEBORG³.

III-4c Questions et évolution

L'analyse des expériences de "comité de groupe"⁴, récentes pour la plupart, les monographies et entretiens permettent de dégager quelques questions-clé dans le rôle et l'évolution de telles initiatives:

Aux stratégies syndicales et patronales dans lesquelles s'inscrivent les initiatives sont liées notamment:

- origine des initiatives: image sociale de Jean

- réussite du syndicat IG Chemie pour Bayer et Hoechst, souhait d'implication européenne du syndicat CISL pour Ferrerò par exemple;
- la composition des comités: réticences à la présence de représentants de syndicats non affiliés à la CES, à la FIET ou à l'UITA lorsque ces dernières sont à l'initiative, présence de permanents syndicaux (FIET, IUTA, IG Metall, CISL...), composition de la délégation patronale (importance à Bayer) par exemple;
- la signature des accords: réticences de la CGT à RENAULT PECHINEY, de la direction à DIGITAL E, par exemple.

A la structure et à la situation économique des entreprises sont liés notamment:

- le besoin d'échange transnationaux d'information pour les représentants, plus élevé lorsqu'existent une direction commune, des productions similaires ou complémentaires;
- la difficulté de surmonter les divergences d'intérêts nationaux dans les contextes de restructuration comme pour le cas de Volkswagen et de la fermeture de l'usine SEAT à Barcelone par exemple;
- l'étendue de la marge de manoeuvre plus grande dans les situations économiques favorables comme à BSN Danone ou Ferrerò.

- A l'implantation géographique des entreprises et à la répartition des effectifs sont liés
- la difficulté d'assurer une représentation "équitable" des salariés particulièrement nécessaire en cas de consultation, qui est recherchée par présence de représentants de tous les pays (au détriment de la part dans les effectifs à Pêchiney par exemple), par importance du nombre de représentants (61 à Saint-Gobain, 80 puis 54 à Elf), par pondération des voix (à Bayer) par exemple;
 - l'intérêt d'accéder aux interlocuteurs centraux (la tête, le bon dieu), pour les représentants des filiales étrangères (la queue des multinationales);
 - l'enjeu de leur positionnement pour certains représentants: les grecs à Pêchiney (2,5% du PIB, 2ème port national), par exemple.

Aux modes de relations sociales selon les pays, secteurs et entreprises sont liés:

- les proximités ou éloignements de culture

(3) Voir analyses de la Fondation Européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail 07jet FNV(59).

(4) Menée notamment par la Fondation pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, l'Institut Syndical Européen et le FNV.

(5) Expressions formulées par les acteurs.

syndicale: groupes latins/anglo-saxons par exemple,

- le choix de structuration du comité: formule de comité de groupe à la française présidé par l'employeur (Thomson, Bull, Elf,...), de conseil de groupe (Volkswagen, Scansped,...), de délégation syndicale (Ferrerò).
- l'accent mis sur l'information-consultation sur la négociation, cette dernière étant le mode habituel de relation patronat-salariés dans les pays à canal unique (Royaume-Uni Italie notamment).
- les possibilités de rapprochement des revendications des salariés, d'harmonisation des rapports et des conditions de travail.
- les relations plus ou moins étroites entre les représentants et leur base.
- l'habitude d'un travail à l'échelle du groupe pour les représentants français.
- les relations syndicales: entre représentants et syndicats (proximité, appui, domination ou éloignement), entre différents syndicats nationaux dans l'entreprise (opposition fréquente FO/CFDT/CGT en France), entre syndicats et confédérations européennes (rôle de l'affiliation CES-IUTA-FIET...).

A l'ancienneté et au mode de fonctionnement des initiatives sont liés:

- * leur stade de développement⁶: établissement de contacts et connaissance mutuelle; établissement de relations de confiance et développement des échanges d'information; structuration des échanges, analyse des informations, élaboration de proposition communes et

BIBLIOGRAPHIE

Données économiques et sociales

1. APEC, "L'Europe des cadres", Courrier cadres, n° 986, Paris, octobre 1992.
2. Cassart, C. & Gerard, M., "Concurrence sociale et délocalisation d'entreprise", Reflets et perspectives de la vie économique, n° 1-2/1994, Wezembeek Belgique, 1994.
3. Collectif, Atlaseco de poche 1993, Editions du séraïl, Paris, 1992.
4. Collectif, L'état du monde, La découverte, Paris, annuel.
5. Eurostat, L'Europe en chiffres, 3e édition, OFCE, Luxembourg, 1992.

développement d'initiatives conjointes; rôle des représentants et engagement de négociations.

- leur impact⁷: habituellement positif pour améliorer l'information, plus limité pour limiter cette information préventivement ou accompagnement, réduit dans la prévention du dumping social, la mise en place d'initiatives, l'harmonisation des pratiques et la position d'alternatives aux décisions managériales.
- la capacité d'action des représentants: fréquence des contacts (Digital Equipment Information (Elf, Ferrerò), appui et expertise (Digital, Ferrerò,...), possibilité de préparer à l'avance (dossier du Crédit Lyonnais) réunion un mois avant à Péchiney), liaison permanente (bureau à Elf, secrétaire à Péchiney, Präsidium à Volkswagen), travail en commissions (Thomson TCE), amélioration de la vitalité des échanges et la capacité d'action des représentants.

Quelle sera l'évolution de ces expériences après l'adoption de la directive européenne? La réponse est fonction de leur degré de formalisation - poursuivie si accord signé, renégociation sinon - et de la transposition de la directive en droit national. La multiplication des comités européens ou autres formules d'information-consultation, de 240 environ aujourd'hui à plus de 1000 avant 1999, leur encadrement par lignes directrices et des obligations minimales auront un effet dont on ne peut mesurer toutes les dimensions.

5. Eurostat, Statistiques rapides, population, conditions sociales, OFCE, Luxembourg, 1994, 2.
6. Commission Européenne, Panorama de l'industrie communautaire 94, OFCE, Luxembourg, 1994.
7. Eurostat, Statistiques de base de la communauté, OFCE, Luxembourg, 1993.

Données juridiques

8. Arca, E. "Le comité d'entreprise européen", Courrier hebdomadaire, n° 1339-1340, CRISP, Bruxelles, 1991.

(6) Selon analyse FNV (59).

(7) Idem.

- Blanpain, R. & Javillier, J.C., Droit du travail communautaire, LGDJ, Paris, 1991.
10. Catala, H., & Bonnet, R., Droit social européen, LITEC, Paris, 1991.
 11. CCE, "Premier rapport sur l'application de la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs", Europe sociale n° 1/92, OPCE, Luxembourg, 1992.
 12. CCE, "Deuxième rapport sur l'application de la charte communautaire des droits fondamentaux des travailleurs", Europe sociale, n° 1/93, OPCE, Luxembourg, 1993.
 13. CCE, "L'année sociale 1991", Europe sociale, n° 2/92, OPCE, Luxembourg, 1992.
 14. CCE, Proposition de directive du Conseil concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, COM (90)581 final, Bruxelles, Janvier 1991. Proposition modifiée, COM (91)345 final/2, Bruxelles, décembre 1991.
 15. CCE, Rapport de la Commission au Conseil sur l'état d'application de la directive concernant le rapprochement de la législation des Etats membres relatives aux licenciements collectifs, COM (91)1639 final, Bruxelles, Septembre 1991.
 16. CCE, Rapport de la commission au conseil sur l'état d'application de la directive 77/187/CEE concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'établissements, SEC (92)857 final, Bruxelles, juin 1992.
 17. Collectif. Dictionnaire permanent Droit européen des affaires, Paris, mise à jour permanente.
 18. JUPITER, Droit communautaire, LGDJ, Paris, mise à jour permanente.
 19. JUPITER, Recueil pratique du droit des affaires dans les pays du marché commun - Tome IV Législations sociales, LGDJ, Paris, mise à jour permanente.
 20. JURISCLASSEUR, Droit international, Paris, mise à jour permanente.
 21. Lyon-Caen, G. & A., Droit social international européen 7ème édition, Dalloz, Paris, 1991.
 22. Vogel-Polsky, E., La directive du Conseil 75/129/CEE sur les licenciements collectifs, CCE, Bruxelles, janvier 1991.
 23. Brunhes, B., "Syndicats ouvriers et organisations patronales en Europe: trois modèles de culture sociale", Projet, Paris, mai-juin 1989.
 25. CCE, Etude partenaires sociaux, Bruxelles 1993.
 26. CCE, "L'avenir des relations industrielles en Europe", Europe Sociale, Supplément 3/90, OPCE Luxembourg, 1990.
 27. CCE, Répertoire des organisations professionnelles de la Communauté européenne 5ème édition, DELTA, OPCE, Luxembourg, 1992.
 28. Goetschy, J., "la construction de l'Europe des relations professionnelles - mécanismes de régulation du social et acteurs collectifs européens", Revue française des affaires sociales, n° 1, Paris, 1990.
 29. Goetschy, J. & Linhart, D., (sous la direction de), "La crise des syndicats en Europe occidentale", problèmes politiques cet sociaux, n° 632, Paris, mai 1990.
 30. Industrial Relations services, "Collective bargaining, trade unions and employers' organisations in Europe", EIRR report, Eclipse Publications, London, 1992.
 31. Industrial Relations services, European industrial relations review, n° 227, London, december 1992.
 31. Institut Syndical Européen, Evolution des négociations collectives en Europe occidentale en 1993-94, ISE, Bruxelles, 1994.
 32. Institut syndical européen, Les dimensions européennes de la négociation collective après Maastricht, ISE, Bruxelles, 1992.
 33. Javillier, J.C., "Les enseignements de l'analyse comparative et la pratique française", Droit social, n° 7-8, Paris, juillet 1990.
 34. Lanfranchi, N., & Sandoval, V., "Le déplacement du niveau de la négociation salariale", Travail et emploi, n° 45, Paris, 1990.
 35. Launay, M., Le syndicalisme en Europe, Imprimerie nationale, Paris, 1990.
 36. Noblecourt, M., Les syndicats en questions, Editions ouvrières, Paris, 1990.
 37. Paricard, E., "Le syndicalisme et la négociation collective dans les pays de la CEE", Problèmes économiques, n° 1843, Paris, octobre 1983.
 38. Petit, M., L'Europe interculturelle: mythe ou réalité, Editions d'organisation, Paris, 1991.
 39. Rehfeld, U., "Le syndicalisme européen à la recherche de stratégies nouvelles", Mutations industrielles, les cahiers du GIP, n° 26, Paris, 1989.
 40. UIMM, "Europe des douze", Social International, n° 524, Paris, janvier 1994.
 41. Vaughan-Whitehead, D., "Négociations sala-

Relations professionnelles en Europe

23 Bibes, G. & Mouriaux, R., Les syndicats européens à l'épreuve, Presses de la FNSP, Paris, 1990.

- riales en Europe - continuités et changements" Europe sociale, supplément 2/90, OPCE, Luxembourg, 1990.
42. Visser, J., "Syndicats européens - la grande mutation", Problèmes économiques, n° 2.132, Paris, juillet 1989.
- Représentation du personnel dans les entreprises en Europe
43. BIT, La participation dans l'entreprise 1981-1985 OIT, Genève, 1986.
44. BIT, La participation des travailleurs dans l'entreprise, OIT, Genève, 1981.
45. BIT, Les entreprises multinationales: l'information et la consultation sur leurs plans de main-d'oeuvre, OIT, Genève, 1986.
46. Blanc Jouvan, X., "La négociation d'entreprise en droit comparé", Droit social, n° 11, Paris, 1982.
47. Blanpain, R., "La détermination collective des conditions de travail", Europe sociale, supplément n° 4/92, OPCE, Luxembourg, 1992.
48. Blanpain, R., "Workers' participation: influence on management decision-making by labour in the private sector", Bulletin of comparative labour relations, spécial n° 23, Deventer, 1992.
49. Gazal, D., & Peretti, J.M., L'Europe des ressources humaines, Editions Liaisons, Paris 1992.
50. CCE, Droit du travail et relations professionnelles dans les petites et moyennes entreprises dans les Etats membres de la Communauté, Rapport de recherche, OPCE, Luxembourg, 1988.
51. Courtat, E., "Le CE européen arrive", EURO CE, novembre 1991.
52. Cressey, P., & Willimans, R., La participation dans le changement - nouvelles technologies et rôle de la participation, Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, OPCE, Luxembourg, 1991.
53. Di Martino, V., & Cressey, P., Agreement & innovation - the international dimension of technological change. Prentice Hall, London, 1991.
54. Dorrenbacher, C., & Wortmann, M., "Multinational companies in the EU and european work councils", Intereconomics, 29/4, NOMOS, Baden-Baden, July 1994.
55. Dufour, C., & Rehfeldt, U., "Existe-t-il un modèle européen de représentation des salariés dans l'entreprise?", Travail et emploi, n° 47, Paris, Janvier 1991.
56. EURO CE, "Tableau comparatif des comités d'hygiène et de sécurité", EURO CE, mars 1992.

Les différents types d'organisations internationales

Statistiques 1997 *

Types	Intergouvernementales	Non gouvernementales	Total
Les organes internationaux de forme traditionnelle	Nombre	Nombre	
A. Fédérations d'organisations internationales (organisations faitières)	1	39	40
B. Organisations au membrariat partiellement ou réellement universel (5 continents)	36	485	521
C. Organisations qui comptent des membres dans 2 continents au moins	36	997	1.033
D. Organisations à orientation régionale et/ou dont les membres sont issus de pays faisant partie d'une même région	185	4.064	4.249
Total :	258	5.585	5.843
Autres organes internationaux			
E. Organisations groupant des membres dans 3 pays au moins et dont la raison d'exister se fonde sur une personne, un lieu, une ou plusieurs institutions	777	2.046	2.823
F. Organisations aux formes spéciales (fondations, réseaux, banques...) comptant des membres dans 3 pays au moins	736	3.361	4.097
G. Organisations à structure et direction nationale mais avec ouverture sur les problèmes internationaux: paix, aide humanitaire, etc..	79	4.973	5.052
Total :	1.592	10.380	11.972
Types particuliers			
H. Organisations dissoutes ou apparemment sans activité (pas d'informations depuis 3 ans)	368	3.087	3.455
J. Organisations apparues récemment (des informations complémentaires sont recherchées)	217	1.534	1.751
K. Organisations subsidiaires et/ou souvent internes à de grandes organisations	572	1.325	1.897
N. Organisations nationales dont certains éléments (dont le libellé du titre) donnent une apparence internationale	8	3.346	3.354
R. Ordres religieux, fraternités, sectes, mouvements	0	884	884
S. Séries de conférences au nom et à la périodicité établie. Peuvent fonctionner comme "substituts" d'organisation	114	542	656
T. Traités multilatéraux et accords intergouvernementaux	1.969	0	1.969
U. Organisations qui n'ont jamais relevé des types A à D et devenues apparemment inactives	1.017	13.623	14.640
Total :	4.265	24.341	28.606

(*) Statistiques établies par l'UAI à partir de l'édition 1997-98 de son *Yearbook of International Organizations* dont le volume I vient de sortir de presse (juillet

Confédération européenne des syndicats Plate-forme des ONG européennes du secteur social

La CES et la Plate-forme des ONG européennes du secteur social appellent instamment les Etats membres à prendre des mesures afin d'intégrer les droits sociaux fondamentaux dans le traité sur l'UE. Ces organisations demandent donc la mise en œuvre d'une procédure concernant la CIG, comme l'a proposé le Comité des Sages. Un socle de droits civiques et sociaux fondamentaux pourrait ainsi être inscrit dans les traités et, ensuite, un processus large et démocratique pourrait être initié au niveau européen afin de dresser une liste complète des droits et des devoirs civiques et sociaux.

L'organisation de conférences nationales et européennes représente la première étape de cette procédure.

La CES et la Plate-forme des ONG européennes du secteur social croient fermement en une Europe dotée d'une dimension sociale forte, qui favorise la coopération et l'innovation en Europe et encourage la solidarité, la cohésion sociale et la compétitivité économique. Les syndicats et les ONG soutiennent par conséquent le Comité de sages, qui déclare dans son rapport: "L'Europe sera une l'Europe de tous, de tous ses

citoyens, ou ne sera pas. Elle n'affrontera pas les défis qui sont maintenant devant elle, ceux de la compétitivité, du choc démographique aussi bien que l'élargissement ou de la mondialisation si elle ne renforce pas sa dimension sociale et ne démontre pas sa capacité à ce que les droits civiques et sociaux fondamentaux soient respectés et appliqués."*

Les syndicats et les ONG estiment que la citoyenneté européenne ne doit pas rester un concept théorique. Chaque femme, chaque homme et enfant vivant au sein de l'Union est un citoyen européen et, à ce titre, peut prétendre à des droits tels que la liberté de circulation et d'établissement et, pour les adultes, le droit de vote et d'éligibilité.

Les syndicats et les ONG insistent sur l'urgence de promouvoir l'ensemble des droits sociaux fondamentaux dans la construction de l'Europe. Cela implique:

- l'intégration d'une clause contre la discrimination;
- l'intégration de mécanismes permettant l'adoption de mesures en faveur de l'intégration sociale de tous;

- l'intégration du principe d'égalité entre les hommes et les femmes;

- l'intégration des droits transnationaux des syndicats et le droit des ONG à être consultés;

- l'ajout dans le traité d'une référence explicite à la charte sociale du Conseil de l'Europe et à la Charte communautaire des droits sociaux des travailleurs.

Les syndicats et les ONG soulignent également la nécessité que le nouveau traité crée une Union de l'emploi de même niveau institutionnel que l'Union économique et monétaire. Du développement de ces nouvelles dimensions pour les droits sociaux et le plein emploi dépendront le rééquilibrage indispensable à l'union monétaire et la confiance que les citoyens européens pourront apporter à cette nouvelle phase de la construction européenne.

La CES et la Plate-forme des ONG européennes du secteur social exigent que les Etats membres, et plus particulièrement la Présidence néerlandaise, donnent priorité à ces questions cruciales.

Bruxelles, avril 1999

Non-governmental cooperation and water management

Nowadays, the harnessing and management of water supplies can clearly be included amongst the most obvious and urgent problems facing the people of the world's poorest countries. Water is a vital resource forming the basis of any sustainable development and any enhancement of other natural resources compatible with safeguarding the environment, the efficiency of international cooperation in this field had already been widely debated and grandiose projects have been

devised and set up at great expense. In many cases, they are subsequently found to be more costly than they are useful. Monumental dams, huge irrigation schemes and other imposing works have not always met the immediate needs of the inhabitants of vulnerable regions.

Gradually, however, new approaches to water-supply management - more directly inspired by experience and the deliberations of rural communities, and town councils—have been established.

We have seen the contribution from the developed countries taking on a different when the initiative for such actions emanates from the people affected: dialogue more in touch with field conditions, willingness to take part in the common action, and human benefits which transform the way in which one side views the other.

In response to this, non-governmental cooperation between Europe and developing countries now involves both cooperation

*Pour une Europe des droits civiques et sociaux", rapport du Comité des Sages, mars 1997, p. 23.

between communities themselves and collaboration with NGOs. The input of European organisations focuses mainly on identifying and supporting local partners - who are usually associations and groups managing the resources - and ensuring the sustainability of the work that is undertaken.

With their many and varied professional skills in the field of water-supply planning and management, European bodies are often the preferred partners of their counterparts in developing countries. The former's involvement in North-South cooperation generally begins on an *ad hoc* basis, responding to requests from associations or individuals, and it is only later that they feel the need to develop a more formal policy-oriented approach in this field. In addition, local communities in the developing countries are increasingly organising themselves to harness their water resources, while governments are gradually waking up to the importance of such organisations in terms of educating users in the more sensible use of water and better environmental management. Local NGOs, whether or not they specialise in the field of water supply, are now therefore

implementing programmes in this field. In order to build up their capabilities and share experiences, local operator networks are being set up and NGOs in developed countries are entering into direct cooperation relationships with partners in developing countries, bringing them technical, financial and human support.

From specialising in water treatment, they have progressively adopted a global approach to local development, their years of experience of development initiatives, conducted in collaboration with local people, have enabled them to acquire technical expertise in rural water supply, drinking-water supply and clean-up programmes in rural and periurban regions, as well as practical skills in ways of promoting and managing cooperation projects. They now concentrate on three aspects crucial to the success of an operation:

- taking the time and creating the means necessary to make a close study of the inhabitants' actual requirements;
- involving local inhabitants at all stages of the design and setting-up of a project;
- ensuring, at all stages, that the local people take over complete control of equipment.

The various forms of non-

governmental cooperation therefore make it possible for small-scale projects meeting people's specific expectations to be implemented. It was in order to support such local international cooperation initiatives that the pS-Eau (Water Solidarity Programme) was set up in 1984.

Managed by a group consisting of NGOs, local communities, water-supply professionals and representatives of the authorities, its aim is to enhance the impact of these actions which are undertaken, through consultation, development and the publicising of each party's experiences. To help associations and local communities better publicise their viewpoint and coordinate their efforts, a number of support mechanisms have been developed.

The programme also covers specialised areas of cooperation (such as water and health in poor urban areas, water chlorination in developing countries and so on) and those set up on a geographical basis (for example, covering the Senegal River Basin, the Mediterranean Basin and North East Brazil). pS-Eau receives support from the French Ministries of Cooperation, Foreign Affairs and the Environment.

Christophe Le Jallé and Pierre-Marie Grondin*
(Le Courrier)

Nécrologie

L'Union des Associations Internationales à le très vif regret d'annoncer le décès du ministre d'Etat belge Robert Henrion. Membre de l'UAI depuis de nombreuses années, Robert Henrion est né à Namur en 1916. Sa carrière professionnelle le conduisit du barreau à la magistrature, puis à une chaire d'économie à l'université libre de Bruxelles, tandis que ses activités politiques lui valurent de siéger au parlement belge et de remplir diverses fonctions ministérielles. Apprécié de son vivant pour ses compétences de gestionnaire, il laisse à ses collègues et à ses amis, mais aussi à ses opposants politiques, le souvenir du défenseur ardent d'un humanisme fait de tolérance et de probité intellectuelle.

Necrology

The Union of International Associations regrets to announce the death of former Belgian minister Robert Henrion. A member of UAI for many years, Robert Henrion was born in Namur in 1916. He first entered the legal profession and became a magistrate, then taught economics as a professor at the Free University of Brussels. His political career led him to the Belgian Parliament, before he became a member of government, together with his intellectual rigor and his managerial competence, he was unanimously greeted by both his colleagues and his political opponents as a staunch defender of tolerance and humanism.

*Members of pS-Eau

RIOOD (Réseau International des ONG sur la Désertification) is an international network of NGOs working to help implement and monitor the United Nations Convention to Combat Desertification, the global agreement designed to guide governments and others in preventing and reversing the effects of desertification and drought.

There is no ready-made formula for making this Convention work or for solving the problems of people living in the drylands. NGOs all over the world are continually learning from successes and failures during the course of their work and trying to find solutions to the specific problems they encounter. Because their experience and knowledge, and that of the communities they work with,

is often relevant to other NGOs and communities in other parts of the world, RIOOD has been set up to help groups exchange their valuable ideas and information.

RIOOD is an open network for all NGOs and community based organizations (CBOs) that are active on issues related to desertification and dryland management. Participants communicate with each other through national, subregional and regional focal points, through circular letters, electronic conferences, meetings and specific information materials such as this booklet. ELCLI serves as the global focal point for the network.

Communication means not only receiving information, but also sharing information that might be relevant for fellow NGOs and

CBOs elsewhere. Information can include, for example, how to organize an awareness raising campaign, how to prevent soil erosion, experiences in dealing with the government, problems in cooperating with other NGOs, or how to find funding for projects and programs. Because the Convention is relatively new, it is essential that NGOs join together now and pool their information and resources to make their work as effective as possible.

The RIOOD NGOs have developed an NGO Action Plan to Combat Desertification as a first step towards implementing the Convention. For copies of this plan, or for more information about RIOOD or the Convention, please contact ELCLI or your nearest RIOOD focal point

(see book review in our next issue).

New... Creations... Plans... New... Creations... Plans... New...

L'Université nationale de Singapour (NUS), ainsi que neuf établissements d'ingénierie de pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et de l'Union européenne, ont conclu un mémorandum d'accord tendant à créer un réseau universitaire Europe-ANASE sur l'ingénierie (ESA-UNET) en vue de développer la coopération entre les institutions participantes. Cette coopération viserait essentiellement à promouvoir le transfert des technologies universitaires vers l'industrie et l'amélioration des programmes d'enseignement dans les écoles d'ingénieurs pour les adapter aux besoins des entreprises.

*(UNISIST Newsletter,
Vol. 24, n° 2)*

The Alliance of Religions and Conservation (ARC) has recently published the first issue of their newsletter called: NEWS from ARC. ARC, launched in 1995, has taken over the work of the former Network on Conservation and Religion established in 1986 by the World Wide Fund for Nature (WWF).

ARC is designed "... to help religious communities and environmental organisations work together on conservation projects which respect and build upon the teachings of world religions, faith by faith". ARC is interested in hearing from people who work to "combine faith and ecology" and hopes that NEWS for ARC will become a vibrant "vehicle for exchange of ideas".

The first issue tells about various endeavors and projects

which will help protect, restore and respect sacred places on the planet. It also mentions the encouraging news that the World Bank has "for the first time in its history" asked for the advice of the world's religious leaders. ARC has been asked to set up meetings between World Bank directors and senior religious leaders of nine world faiths. The first meeting will have taken place May this year in Washington, the following meeting will be in London in 1998.

NEWS from ARC is a biannual publication. For more information contact: International Consultancy on Region, Education and Culture (ICOREC), Manchester Metropolitan University, Manchester M20 2RR, U.K. Fax: +44 (0) 161 434 8374.

(Operation Peace through Unity,

June 1997)

Some items in recent issues :

Parmi les thèmes traités récemment :

Transnational actors in the international system <i>Les acteurs transnationaux dans le système international</i>	2/1994 6/1994 6/1995.
The recognition of the legal personality of INGOs <i>La reconnaissance de la personnalité juridique des OING</i>	3/1986 3/1990 5/1990, 3/1995.
Cooperation between INGOs and IGOs <i>La coopération entre les OING et les OIG</i>	2/1996, 5/1996, 6/1996, 1/1997.
Asian Associations <i>Associations asiatiques</i>	2/1997.
North-American Associations <i>Associations nord-américaines</i>	4/1996.
Latin American Associations <i>Les associations latino-américaines</i>	6/1989, 3/1990, 1/1993, 4/1996.
African Associations <i>Associations africaines</i>	3/1994, 4/1995, 1/1996, 2/1996.
European Associations after Maastricht <i>Les associations européennes après Maastricht</i>	6/1994, 1/1995, 2/1997.
The Management of INGOs <i>La gestion des OING</i>	2/1996.
Social movements, trade unions and coopératives <i>Mouvements sociaux, syndicats et coopératives</i>	1/1996, 5/1996, 6/1996, 3/1997.
Social and economic development <i>Développement économique et social</i>	5/1994, 4/1995, 1/1996, 4/1996.
Environmental problems <i>Les problèmes écologiques</i>	4/1989, 1/1990, 4/1995, 2/1996.
Humanitarian aid and humanitarian law <i>L'aide et le droit humanitaires</i>	2/1992, 4/1992, 2/1994, 2/1996.
Language, communication, education and gender <i>Langage, communication, éducation et égalité des sexes</i>	6/1994, 1/1996, 4/1996, 3/1997.
Civil Society and the State <i>La société civile et l'Etat</i>	6/1995, 1/1996, 6/1996, 3/1997.

Some authors / *ont publié dans nos colonnes :*

Chadwick Alger, Chérif Bassiouni, Mohammed Bedjaoui; Jan Berting, Maurice Bertrand, Elise Boulding, Boutros Boutros-Ghali, John Clark, Cynthia Cockburn, Jacques Delors, Thomas Dichter, Adama Dieng, Johan Galtung, Susan George, André Gorz, Group of Lisbon, Robin Guthrie, Robert Harris, Jürgen Höffner, Alexandre Kiss, Alain Labrousse, Ronnie D. Lipschutz, Marc Luyckx, Elikia M'Bokolo, Morton Mitchnik, Edgar Morin, Basarab Nicolescu, Ignacio Ramonet, François Rigaux, Nigel Rodley, Wolfgang Sachs, Pierre de Senarclens, Christiane Scrivener, Vaudana Shiva, Rodolfo Stavenhagen, Rajesh Tandon, Châties Taylor, Peter Waterman.

Associations transnationales

Editors/Redaction
 Jacques RAEYMAECKERS
 Geneviève DEVILLE
 Anthony J.N. JUDGE
 Ghislaine de CONINCK
 Paul GHILS

Published by/Publié par:
 Union of Internacional
 Associations (UIA)
 (founded 1910)
 Issn-0020-6059

Editorial and

rue Washington 40,
 1050 Bruxelles (Belgium)
 Tel (02) 640 18 08-
 64041 09
 Fax (322)646 05 25
 E mail: uia@uia.be
 WWW:http://www.uia.org

Editeur responsable:
 Jacques Raeymaeckers
 rue Washington 40
 1050 Bruxelles (Belgique)
 Tél. (02)640 18 08-
 640 41 09
 Télécopie: (322) 646 05 25

Subscription rate:

BF 1.300, or equivalent per
 year (6 issues) 4 postage BF
 270.

Abonnement: FB 1.780 ou
 équivalent, par an (6
 numéros) + Frais de port
 FB 270.

Method of payment:
 Mode de paiement à
 utiliser:

Bruxelles: Compte chèque
 postal n° 000-0034699-70 ou
 Compte n° 210-050828355
 à la Générale de Banque, 253,
 avenue Louise, 1050
 Bruxelles.

London: Account n°
 04552334, National
 Westminster Bank Ltd,
 21 Lombard Street.

Genève: Compte courant
 n° 472.043.30 Q à l'Union
 des Banques suisses.

Paris: par virement compte
 n° 545150-04200 au Crédit
 du Nord, 6-8 boulevard
 Haussmann, Paris 75009.

Copyright © 1996 by
 Union of International
 Associations. All rights
 reserved. No part of this
 work may be reproduced or
 copied in any form or by
 any means - graphic,
 electronic, or mechanical,
 including photocopying,
 recording, taping or
 information and retrieval

permission of the Secretary

International Associations.

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES
 UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

EXECUTIVE COUNCIL
 CONSEIL

President:
 Marcel Merie (France)
 Professeur emérite
 Université de Paris I

Vice-Présidents:
 Anne Marie BOUTIN (France)
 Conseiller maître
 à la Cour des Comptes
 Raymonde MARTINEAU
 (Canada)
 Chargée des relations avec
 les ONG, Office
 des Nations Unies
 Turkia OULD DADDAH
 (Mauritanie)
 Directeur général de l'Institut
 international des sciences
 administratives

Trésorier général /
 Treasurer General:
 Paul E. HIERNAUX
 (Belgique)
 Président honoraire de
 l'Association des chambres
 de commerce et d'industrie
 européennes
 (EURO-CHAMBRES)

Secrétaire général /
 Secretary-General:
 Jacques
 RAEYMAECKERS
 (Belgique)
 Ambassadeur honoraire.

Membres/Members:
 Nina BELYAEVA (Russia)
 President
 Interlegal Research Center
 Mario BETTATI (France)
 Professeur à l'Université
 de Paris 2
 Paul CARÓN (Suisse)
 Expert financier
 Christian DE LAET
 (Canada)
 President, Development,
 Alternatives, Montréal,

André DE SCHUTTER
 (Belgique)
 Président de la Fédération des

établies en Belgique (FAIB)
 Philip EVERTS
 (Netherlands)
 Professor, Instituut voor

Frits HONDIUS
 (Netherlands)
 Chief Trustee
 Europhil.
 George KIBEDI (Canada)

Society
 Georges MALEMPRE
 (Belgique)
 Directeur du
 Cabinet du directeur général
 UNESCO.

Andrew E. RICE (USA)
 Consultant; Former Deputy,
 Society for International
 Development
 Cyril RITCHIE (Ireland)
 President, Federation of
 Semi-Official and Private
 International Institutions
 Established in Geneva (FIG)

Egon SLOPIANKA
 (Allemagne)
 Ancien secrétaire général de
 l'Alliance européenne des
 UCJG-YMCAS (EAY).
 Gianni TIBALDI (Italie)
 Professeur, Università di
 Padova, SIOI-Palazzo Reale.
 August VANISTENDAEL
 (Belgique)
 Minisele d'Etat

REPRESENTATIONS
 PERMANENTES DE
 LUAI
 UIA
 REPRESENTATIVES
 Organisation des Nations
 Unies:
 New York: Andrew RICE
 Genève: Cyril RITCHIE
 Paris: Maryvonne
 STEPHAN

